



FISAC
Rapport d'activité
1992-2011

LA MINISTRE

Nos Réf. : ACT/2012/46211/C

Paris, le - 9 OCT. 2012

Madame, Monsieur,

Dès ma prise de fonction, j'ai constaté que la soutenabilité financière du FISAC n'était pas assurée. En effet, le précédent gouvernement a élargi les conditions d'intervention du FISAC, ce qui a créé une forte augmentation des demandes, tout en réduisant drastiquement les crédits alloués, ce qui explique les grandes disparités entre les sommes disponibles et les financements demandés.

Cette situation a conduit mon prédécesseur à redéfinir, dans l'urgence et unilatéralement, le cadre d'intervention du FISAC, et a provoqué de nombreux dysfonctionnements dans la procédure d'attribution des subventions.

Du fait de cette situation regrettable, je me dois aujourd'hui de mener une évaluation complète du FISAC et de mettre en place une allocation plus équitable et mieux ciblée des crédits, tout en respectant nos engagements en matière de redressement des finances publiques.

Je mesure parfaitement le poids de cette situation et les conséquences pour chacun des territoires, des acteurs locaux qui attendent, depuis parfois deux ans, une décision positive. En toute transparence, je souhaite préciser que nous n'avons pas les fonds pour satisfaire chacune des demandes présentées. Les crédits qui nous ont été laissés ne sont pas suffisants pour répondre positivement à chaque demande techniquement éligible. Je le regrette profondément mais je me dois de mettre fin à la gestion inconséquente qui a prévalu jusqu'à maintenant. Je me suis engagée à répondre personnellement à tous ceux qui m'ont écrit à ce sujet, le silence ne pouvant continuer à s'ajouter à l'insuffisance des moyens.

Il est nécessaire que ces financements soient préservés car je mesure pleinement leur importance pour le dynamisme économique de nos territoires. Je m'y emploie et compte sur la mobilisation de tous les acteurs pour clore le plus efficacement et dignement possible cette page du FISAC et ouvrir la prochaine, plus respectueuse des citoyens, des acteurs économiques et de leurs élus.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



Sylvia PINEL

Rapport d'activité FISAC 1992-2011

Sommaire

Pages

Eléments de synthèse	3
Présentation des différentes aides du Fisac	9
- Opérations rurales individuelles	10
- Opérations d'aménagement dans les communes rurales	11
- Opérations collectives de modernisation en milieu rural	12
- Opérations urbaines	13
- Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines	14
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	15
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	23
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	24
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	25
L'évaluation des aides accordées par le Fisac	28
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	30
EPARECA	31
Méthodologie	33

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 – 2011

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1^{er} juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat.**

Dénoté depuis 2003 Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, le FISAC a vu en 2008 ses conditions d'intervention modifiées par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 donne une base législative au FISAC et confirme ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement a souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial est explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 maintient la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime social des indépendants (RSI), qui a été instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 et qui assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC est plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants sont majorés.

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008, ont été préparés un décret en conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application.

Le décret en Conseil d'Etat porte application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Il précise les conditions dans lesquelles le FISAC peut prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial qui ont fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses peuvent être financées au taux maximum de 50 %.

Lorsque le droit de préemption est exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement est porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC sont fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportent ces textes sont notamment les suivantes :

Les commerçants non sédentaires deviennent éligibles aux aides du FISAC ;

- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds est porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale est élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté à de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement est porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises sont majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui passent à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux maximum de financement qui est porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet est ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai peut être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, pourraient être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'est pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires qui sont parus au Journal officiel du 31 décembre 2008 sont complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui met en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui finalise la réforme du FISAC.

L'élargissement et l'assouplissement des possibilités d'aides effectués par la LME ont suscité une progression rapide et forte du nombre de dossiers pouvant répondre aux conditions posées par la nouvelle réglementation.

Dans le même temps, les crédits affectés au FISAC ont diminué ce qui a conduit à différer des décisions ministérielles d'attribution d'un nombre croissant de dossiers déposés.

Le cadre d'intervention du FISAC a donc dû être redéfini dans un sens plus restrictif, la priorité étant désormais donnée aux actions innovantes et non répétitives, qui ont l'impact le plus tangible sur les activités commerciales, artisanales et de services et qui reposent sur un réel partenariat et sur des financements équilibrés des différents co-financeurs.

La circulaire du 10 avril 2012 rappelle que les taux de financement mentionnés dans les textes réglementaires (soit 50 % pour les dépenses de fonctionnement et 30 % pour les dépenses d'investissement) sont des taux maxima qui ne peuvent donner lieu à une application systématique mais doivent être modulés notamment en fonction de l'incidence des différentes actions envisagées sur le tissu commercial, artisanal et de services et des contributions des différents co-financeurs. Elle précise qu'une participation du FISAC aux aménagements urbains ne peut être envisagée que pour les communes de moins de 3000 habitants lorsqu'ils sont directement liés à l'activité commerciale. En outre, la circulaire identifie deux domaines prioritaires : le soutien aux commerçants non sédentaires et la création de sites Internet par les entreprises.

Enfin, **l'arrêté du 27 avril 2012** abaisse à 5 000 € hors taxes le seuil minimal de dépenses subventionnables pour les opérations portées par les entreprises non sédentaires.

LE FISAC dans les DOM

La circulaire du 29 janvier 2010, signée par le secrétaire d'Etat chargé du commerce et de l'artisanat et par la ministre chargée de l'outre-mer, avait mis en place une procédure administrative déconcentrée applicable au FISAC dans les départements d'outre-mer. Elle fixait les modalités d'attribution, de versement et de vérification du bon usage des aides accordées au titre de ce Fonds, les procédures étant désormais déconcentrées à l'échelon de chaque département d'outre-mer. La circulaire du 14 septembre 2011 a abrogé celle du 29 janvier 2010 et a instauré pour ces départements des procédures identiques à celles mises en place par la circulaire du 30 décembre 2010 relative à la procédure administrative applicable au FISAC dans les régions métropolitaines et en Corse (cf ci après).

Par ailleurs, un décret et un arrêté datés du 26 avril 2010 ont assoupli les conditions d'intervention du FISAC dans les départements concernés.

Le décret dispose que pour le financement des aides individuelles aux entreprises dans le cadre des opérations collectives (opérations urbaines et opérations collectives de modernisation en milieu rural), les fonds structurels européens peuvent se substituer au financement des collectivités territoriales qui, dans le droit commun, doivent financer ce dispositif à parité avec l'Etat. Cette modification ne remet pas en cause la règle de la parité.

En ce qui concerne l'arrêté, il dispose que dans les départements d'outre-mer, les hameaux et les bourgs ruraux qui sont rattachés administrativement à une commune dont la population est supérieure à 3 000 habitants peuvent également faire l'objet d'une opération individuelle si la population de ces hameaux ou bourgs n'excède pas le seuil de 3 000 habitants.

La circulaire d'application du 28 juillet 2010 a finalisé cette réforme.

Déconcentration au niveau régional de l'instruction locale et de la gestion administrative des dossiers FISAC

Le Comité de Modernisation des Politiques publiques a décidé en 2008 de confier l'instruction locale des dossiers FISAC au niveau régional.

Les compétences locales définies dans la circulaire du 22 juin 2009 relative au FISAC ont été exercées conjointement par les préfets de département et par les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) jusqu'au 31 décembre 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, l'instruction locale des demandes d'aides et la gestion administrative des dossiers sont réalisées au niveau régional par les seules DIRECCTE. La nouvelle procédure administrative pour l'instruction de ces demandes ainsi que les règles de gestion administrative et financière des opérations déjà subventionnées sont fixées par la circulaire du 30 décembre 2010.

Cette réforme était motivée par la nécessité de réduire les délais d'instruction au plan local. La réduction de ces délais demeure, en effet, une préoccupation constante des Pouvoirs publics. Il convient de rappeler à cet égard que le passage obligatoire des dossiers devant une commission nationale a été supprimé en 2003. Dans le même esprit, la mise en place d'un dispositif simplifié d'examen des dossiers d'opérations rurales individuelles avec l'instauration d'un cadre-type pour les rapports d'instruction locale sur ces opérations a contribué significativement à réduire les délais d'instruction de ces dossiers. Compte tenu de son succès, un dispositif de même nature a été mis en place pour les opérations collectives (opérations d'aménagement dans les communes rurales, opérations collectives de modernisation en milieu rural, opérations urbaines).

Enfin, des indicateurs ont été mis en place à la fin de l'année 2006 pour mesurer les délais moyens d'instruction des dossiers FISAC par les services centraux. Ce délai était de 55 jours en 2007. Il est tombé à 52 jours en 2008 avant de remonter à 54 jours en 2009, à 90 en 2010 et à 202 jours en 2011, cette dégradation étant due à l'augmentation significative des dossiers reçus et à l'insuffisance des crédits qui allongent le délai de décision et de notification aux bénéficiaires.

Un indicateur visant à mesurer les délais moyens d'instruction au niveau local a également été mis en place dans les DIRECCTE lorsque le transfert de compétence précité a été effectif. Les objectifs de délais assignés aux DIRECCTE sont les suivants : 60 jours puis 45 jours à partir du 4^{ème} trimestre 2011 pour les opérations collectives, 30 jours puis 21 jours pour les opérations individuelles. L'installation, fin novembre 2011, d'une nouvelle application informatique permettant d'automatiser les procédures les plus courantes doit contribuer à l'atteinte de ces objectifs.

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC**

OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF
Communes de moins de 2 000 habitants	Communes de moins de 3 000 habitants
Maîtrise d'ouvrage privée	Maîtrise d'ouvrage privée
<p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 50 000 €)</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite 	<p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
Maîtrise d'ouvrage publique	Maîtrise d'ouvrage publique
<p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite 	<p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % pour les investissements matériels* ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*
CONDITIONS COMMUNES	CONDITIONS COMMUNES
<ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre 2 opérations ayant le même objet

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %.

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF
Communes de moins de 2 000 habitants	Communes de moins de 3 000 habitants
Maîtrise d'ouvrage publique	Maîtrise d'ouvrage publique
<p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité <p>TAUX MAXIMUM</p> <p>◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)</p> <p>CONDITIONS</p> <p>Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</p>	<p>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etude ; ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics. <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ <u>50 %</u> en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ <u>30 %</u> en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <p>Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</p>

OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL

(Pays, groupements de communes rurales, bassins d'emploi ruraux)

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF
<p style="text-align: center;">AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ FONCTIONNEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation ◦ INVESTISSEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ <p>* Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</p>	<p style="text-align: center;">AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ FONCTIONNEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce</u> ◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u> ◦ INVESTISSEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ <u>30 %</u> en investissement* <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ <p>* Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</p>
<p style="text-align: center;">AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>* Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité</p> <p>TAUX MAXIMUM</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € <p>* L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise</p>	<p style="text-align: center;">AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>* Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</p> <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ <u>30 %</u> pour les investissements matériels* ◆ <u>40 %</u> pour la sécurisation et pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite* <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 € par entreprise</u>

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €.

OPERATIONS URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF
Aides aux collectivités publiques : communes de + de 2 000 habitants DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation INVESTISSEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) TAUX MAXIMA <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) CONDITIONS <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce</u> ◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u> INVESTISSEMENT <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité TAUX MAXIMA <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ <u>30 % en investissement*</u> CONDITIONS <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet
AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite TAUX MAXIMUM <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % CONDITIONS <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise 	AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ <u>Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</u> TAUX MAXIMA <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour la sécurisation et les aménagements pour les handicapées* CONDITIONS <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 €</u> par entreprise

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

OPERATIONS URBAINES DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF
Aides aux collectivités publiques : communes de + de 2 000 habitants	Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants
DEPENSES ELIGIBLES	DEPENSES ELIGIBLES
<p>FONCTIONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation <p>INVESTISSEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 40 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	<p>FONCTIONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce</u> ◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u> <p>INVESTISSEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 40 % en investissement (aides directes comprises) jusqu'au plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet
AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES	AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité <p>TAUX MAXIMUM</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 40 % <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 20 000 € par entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité <p>TAUX MAXIMUM</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 40 % <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 €</u> par entreprise

**PRESENTATION
DES MOYENS
MIS EN ŒUVRE PAR LE FISAC**

I – COMPARAISONS 2011 – 2010.

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2011 à 64 millions d'euros en autorisations d'engagement et à 64 millions d'euros en crédits de paiement.

Après régulation budgétaire, redéploiements internes et abondement, les disponibilités pour 2011 ont représenté une somme de 66,6 M€ (contre 65,5 M€ en 2010). Les dotations 2010 et 2011 ont été complétées par les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (19,7 M€ en 2010 et 21,4 M€ en 2011).

I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2011 par rapport à 2010 se caractérise par une augmentation du nombre global de dossiers territoriaux reçus. Pour tenir compte de cette augmentation, les crédits alloués pour le financement des opérations territoriales ont, malgré les contraintes budgétaires, enregistré une hausse significative (57,1 millions d'euros au lieu de 51,3 millions d'euros en 2010, soit une augmentation de 11,3 %) et le nombre d'opérations financées est passé de 713 en 2010 à 1011 en 2011, soit une progression de 41,8 %.

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006, 2007 et 2008 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. Les années 2009-2011 marquent une dégradation, due à l'augmentation des dossiers reçus (1 570 en 2011, 1 366 en 2010, 1 018 en 2009, 783 en 2008) et aux contraintes budgétaires. Au 31 décembre 2011, le nombre de dossiers en cours d'instruction s'élevait à 1 098 (716 en 2010, 229 en 2009, 94 en 2008).

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale, délai entre la date de réception du dossier et la date de proposition d'octroi de subvention à la signature du Ministre, est de 202 jours en 2011 (90 jours en 2010).

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations aidées, conduit à une réduction des aides allouées représentant 31 % du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent une hausse significative en 2011 après la baisse constatée en 2010 qui faisait suite à une hausse en 2009 et à trois années de baisses consécutives en 2008, 2007 et 2006. Ils s'élèvent à 24,71 millions d'euros (dont 0,18 million d'euros pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 171 décisions contre 19,59 millions d'euros et 136 décisions en 2010, soit une augmentation de 26,1 % en montant et de 25,7 % en unités.

Les montants dévolus aux opérations rurales font également apparaître une hausse substantielle puisqu'ils atteignent 31,75 millions d'euros contre 26,9 millions d'euros en 2010. Le nombre des décisions est également en hausse, s'élevant à 840 contre 577 en 2010, soit une progression de 45,6 % en unités.

Tant pour les opérations urbaines que pour les opérations rurales, l'insuffisance des crédits budgétaires en 2010 a conduit à reporter sur 2011 le financement de nombreuses opérations dont l'instruction avait été effectuée au cours du dernier trimestre 2010. Ce même phénomène s'est amplifié en 2011 conduisant à reporter en 2012 le financement d'un nombre encore plus important d'opérations instruites en 2011.

En ce qui concerne les opérations rurales individuelles, le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 12 106 € en 2011 contre 12 640 € en 2010, soit une diminution de 0,4 %.

Enfin, le nombre des études préalables aux opérations collectives atteint 70 et les subventions attribuées représentent une somme de 0,67 million d'euros. 93 études avaient été financées en 2010, leur coût s'élevant à 0,97 million d'euros.

I-2 – Les opérations nationales.

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2011 :

- les actions de développement économique réalisées avec les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 13,5 M€ a été réservée à cet effet en 2011 (15 M€ en 2010) ;
- un abondement, à hauteur de 8 M€, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (10,5 M€ en 2010) ;
- les Pôles d'innovation de l'artisanat à hauteur de 1,6 M€ .

I-3 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (9,09 M€) suivie par les régions Aquitaine (4,81 M€) et Ile de France (4,57 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2011 sont le Poitou-Charentes, le Limousin et la Haute-Normandie. En 2010, le classement était le suivant : le Limousin, l'Aquitaine et le Centre.

↖ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Midi-Pyrénées, Picardie, Lorraine, Auvergne et Bourgogne qui font le moins appel au FISAC. Les régions Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne figuraient à ce classement en 2010.

La même constatation peut être faite pour les régions d'outre-mer qui sollicitent peu le FISAC.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Midi-Pyrénées, Ile de France et Lorraine. En 2010, les régions concernées étaient les régions Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire.

❖ Les départements :

↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : le Rhône, les Pyrénées Atlantiques, la Vendée, les Yvelines et l'Eure. Aucun de ces départements ne figurait dans le classement 2010. En montant par habitant, ce sont les départements de la Haute-Saône, du Lot et Garonne, de la Lozère, de la Haute-Loire et de la Vienne qui arrivent en tête.

↖ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont le Tarn, le Gers, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Marne, les Hautes Alpes, les Ardennes et la Haute-Garonne. En 2010, les départements concernés étaient Paris, le Territoire de Belfort, le Vaucluse, la Lozère, la Mayenne, la Haute-Loire et l'Oise.

* *
*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2011.

Sur la période 1992-2011, le montant des aides allouées s'élève à 1 257,86 M€ pour 15 180 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (661,28 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (596,58 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants jusqu'en 2009, communes de moins de 3 000 habitants depuis cette date).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations d'aménagement et d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 30 000 € (20 000 € dans l'ancien dispositif), peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 62,9% des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 9 552 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 28,2% du total des aides attribuées depuis 1992, soit 354,9 M€

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

1992	93	94	95	96	97	98	99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2	25,9	32,2	26,9	31,7

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 9 746 €

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :
(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Opérations rurales individuelles	31 658	59 774	34 283	34 475	58 229	50724
Opérations collectives de modernisation	147 875	142 651	142 810	172 222	165 026	136015

Rapportées à une population de 19,8 millions d'habitants vivant en 2011 dans les communes de moins de 3 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 17,92 €/habitant pour la période 1992-2011 et 1,60 €/habitant en 2011.

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Les fonds européens sont également sollicités dans ce cadre. Depuis 1992, ces opérations représentent près de 28,3 % des décisions prises durant cette période (soit 4 295 opérations) et 37,7 % du montant total des subventions avec 474,05 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1	20,5	24,5	19,6	24,7

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2007	2008	2009	2010	2011
Opérations urbaines	146 339 €	140 555 €	173 334 €	144 067 €	144 479 €

Opérations urbaines FISAC 1992/2011 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
3 000 à 5 000 (1)	67 677 188,00	14,31	5 386 802	12,6
5 000 à 15 000	127 209 979,00	26,90	11 375 800	11,2
15 000 à 30 000	97 037 791,00	20,52	7 641 861	12,7
Plus de 30 000	181 005 997,00	38,27	20 140 877	9,0
Total	472 930 955	100	44 545 340	10,6

(1) De 1992 à 2008, le montant de subvention concerne les communes urbaines de 2 000 à 5 000 habitants. A compter de 2009, date à laquelle les opérations urbaines s'appliquent aux communes de plus de 3 000 habitants, ce montant concerne donc les communes urbaines de 3 000 à 5 000 habitants.

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,27 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 3 000 à 5 000 habitants, celles de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs au montant moyen par habitant se rapportant aux communes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

II – 3 - Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation). Il participe également au financement d'études de faisabilité et d'études préalables à des opérations collectives. Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat et l'EPARECA reçoivent une aide de l'Etat.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)	0	6,38 (5)	10,5 (6)	0

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

(5) Mise en place d'une provision de 4,78 M€ pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Klaus et d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisées suite au gel survenu en 2008 (1,6 M€).

(6) Mise en place d'une provision de 5,5 millions d'euros pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Xynthia (février-mars 2010) et d'une provision de 5 millions d'euros destinée à indemniser les entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté le département du Var en juin 2010.

* *

*

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part significative a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les commerces multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 13,5 M€ ont été consacrés à ces actions en 2011.

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2011, une dotation de 8 M€ lui a été attribuée. Il a également alloué 1,6 M€ aux pôles d'innovation de l'artisanat.

III - LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

L'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1^{er} juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGCIS. Cette gestion est formalisée par une convention dont la dernière en date a été signée par l'Etat et le RSI le 14 février 2012.

IV – EVALUATION

La DGCIS réalise chaque année une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 93,33% et à 5 ans à 90,05%.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage. En particulier, ces résultats démontrent notamment que le FISAC impulse une démarche partenariale de projet, qu'il est un outil d'intervention souple s'adaptant à chaque cas particulier, qu'il apporte une aide indispensable au maintien des marchés non sédentaires, que le Fonds impulse des cofinancements importants dans les opérations d'aides directes contribuant à la modernisation des entreprises et que les actions structurantes financées ont un effet durable en matière d'aménagements urbains comme en matière de structuration du contexte relationnel.

**ELEMENTS
COMPLEMENTAIRES
D'INFORMATION SUR LES
OPERATIONS NATIONALES
ET TERRITORIALES**

PART DES COFINANCEURS
 (sur la base des plans de financement présentés à l'appui de la demande)
 Décisions du 01/02/2011 au 10/03/2012

Coût total prévu pour cette période : 352 178 395
Nombre de décisions : 1 175

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	80 943 839	22,98%
Etat	7 050 758	2,00%
Europe	5 171 976	1,47%
Entreprises	60 947 572	17,31%
Chambres consulaires	2 166 405	0,62%
Autres	25 646 440	7,28%
Collectivités territoriales		
Commune	115 018 788	32,66%
Département	18 957 886	5,38%
Région	18 570 788	5,27%
EPCI	17 703 943	5,03%
Totaux	352 178 395	100,00%

PART DES COFINANCEURS PAR TYPE D'OPERATION
Année 2011

Coût total prévu pour cette période : 352 178 395

Nombre de décisions : 1 175

TYPE D'OPERATION :	OPERATIONS URBAINES	Nombre de décisions	174
		Coût prévu :	165 259 854
CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE	
Fisac	39 601 990	23,96	
Etat	1 154 174	0,70	
Europe	1 252 638	0,76	
Entreprises	15 579 466	9,43	
Chambres consulaires	1 377 498	0,83	
Autres	4 514 969	2,72	

Collectivités territoriales

Commune	77 748 520	47,05
Département	7 203 174	4,36
Région	8 126 449	4,92
EPCI	8 700 976	5,27
Totaux	165 259 854	100,00

TYPE D'OPERATION :	ETUDES	Coût prévu :	1 802 912
CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE	
Fisac	841 898	46,70	
Entreprises	35 878	1,99	
Chambres consulaires	86 902	4,82	
Autres	44 658	2,47	

Collectivités territoriales

Commune	429 982	23,85
Département	32 818	1,82
Région	103 066	5,72
EPCI	227 710	12,63
Totaux	1 802 912	100,00

TYPE D'OPERATION :	OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES SEDENTAIRES	Nombre de décisions	762
		Coût prévu :	90 121 404
CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE	
Fisac	21 009 062	23,31	
Etat	2 358 334	2,62	
Europe	3 150 478	3,50	
Entreprises	14 093 278	15,64	
Chambres consulaires	16 250	0,02	
Autres	17 262 201	19,14	
Collectivités territoriales			
Commune	21 036 671	23,34	
Département	5 327 239	5,91	
Région	4 601 494	5,11	
EPCI	1 266 397	1,41	
Totaux	90 121 404	100,00	

TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES **Nombre de décisions 23**
NON SEDENTAIRES **Coût prévu : 1 384 021**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	343 295	24,81
Entreprises	947 589	68,47
Chambres consulaires	46 693	3,37
Collectivités territoriales		
Département	10 000	0,72
Région	36 444	2,63
Totaux	1 384 021	100,00

—

TYPE D'OPERATION : OPERATIONS D'AMENAGEMENT **Nombre de décisions 78**
DANS LES COMMUNES RURALES **Coût prévu : 28 620 777**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	5 812 966	20,31
Etat	3 538 250	12,36
Europe	89 431	0,31
Entreprises	296 443	1,04
Chambres consulaires	19 308	0,07
Autres	2 408 653	8,42
Collectivités territoriales		
Commune	10 429 824	36,44
Département	3 276 711	11,45
Région	2 267 982	7,92
EPCI	481 209	1,68
Totaux	28 620 777	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS COLLECTIVES
DE MODERNISATION**

Nombre de décisions 62
Coût prévu : 64 014 427

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	13 012 628	20,33
Europe	679 429	1,06
Entreprises	29 993 918	46,85
Chambres consulaires	619 754	0,97
Autres	1 415 959	2,21
Collectivités territoriales		
Commune	4 918 791	7,68
Département	3 107 944	4,86
Région	3 426 353	5,35
EPCI	6 839 651	10,69
Totaux	64 014 427	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS EN ZONE URBAINE
SENSIBLE**

Nombre de décisions 2
Coût prévu : 975 000

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	322 000	33,03
Entreprises	1 000	0,10
Collectivités territoriales		
Commune	455 000	46,67
Région	9 000	0,92
EPCI	188 000	19,28
Totaux	975 000	100,00
TOTAL GENERAL	352 178 395,00	100,00

L'évaluation des aides accordées par le FISAC

1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)

Pour répondre à la demande du Parlement dans le cadre de la LOLF, la DGCIS réalise chaque année depuis 2005, des enquêtes pour comparer le taux de survie des entreprises aidées, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les délégués régionaux au commerce et à l'artisanat puis les DIRECCTE ont été invités à recueillir, auprès d'exploitants aidés des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre d'emplois créés, sur l'utilité de la subvention accordée, sur les effets de la subvention FISAC et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise.

Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine de bénéficiaires (entreprises et collectivités) aidés par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

En moyenne, sur la période 1999-2007 (soit 9 années couvertes) :

- les opérations en faveur des entreprises se répartissent comme suit : création : 34,5% ; reprise : 18,7% ; modernisation : 46,8% ;
- les taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 93,33% à 3 ans et 90,05 % à 5 ans.

Par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 2002 et en 2006 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie. Les taux de survie atteignent 78,6% à 3 ans et 65,3% à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 71,8% et 59,5 % dans le cas contraire ;

En complément de ces résultats, l'enquête menée cette année a permis d'intégrer de nouveaux éléments d'analyse portant sur l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises ayant bénéficié d'une aide du FISAC en 2005 et en 2007. Globalement, quel que soit le type d'action entreprise (création, reprise, modernisation), 49,1% des bénéficiaires aidés en 2005 et 56,8% des entreprises aidées en 2007 déclarent une augmentation de leur chiffre d'affaires consécutivement à l'obtention d'une subvention du FISAC, soit en moyenne, sur les deux années, plus d'une entreprise sur deux. Si l'on considère uniquement les entreprises aidées dans le cadre d'une modernisation d'activité (c'est-à-dire en excluant les structures aidées dans le cadre d'une création ou d'une reprise d'activité), on obtient les résultats suivants : 61,9% des entreprises aidées dans ce cadre en 2005 et 65,3% des entreprises aidées en 2007 ont déclaré une augmentation de leur CA..

Par ailleurs, en matière de création d'emplois (hors chef d'entreprise) les déclarations des entreprises recueillies cette année dans le cadre de l'enquête font apparaître les chiffres suivants : les entreprises bénéficiaires du FISAC en 2005 attestent de 204 emplois créés depuis l'obtention de l'aide et celles aidées en 2007 de 241 créations, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

Enfin, les réponses apportées par bénéficiaires du FISAC ayant répondu à l'enquête ont permis d'apprécier leurs motivations principales lors de la sollicitation du Fonds. Au regard des réponses apportées, on constate que, dans une grande majorité de cas, la réduction du poids financier supporté par les porteurs de projets constitue leur motivation première conduisant à la sollicitation du FISAC (dans plus de 70% des cas). Néanmoins, le FISAC comme élément déclencheur du projet apparaît en deuxième position, faisant ressortir que 14% (en moyenne sur les deux années considérées) des projets n'auraient sans doute pas vu le jour sans l'aide proposée.

2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation de toutes les catégories d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Le rapport d'évaluation devait, d'une part, rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis, et d'autre part, évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale (cf principaux résultats page 21).

En outre, le prestataire chargé de cette évaluation devait proposer un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet pourraient à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent. La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans six domaines d'action ; elles contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

En 2011, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée à **11,4 M€**, en diminution par rapport à la dotation de 2010 qui s'élevait à 12,7 M€. Cette réduction a été reportée de manière uniforme sur l'ensemble des chambres régionales.

En euros	2011
CRMA et CMA	11 239 000
APCMA	161 000
<i>TOTAL réseau consulaire</i>	<i>11 400 000</i>

L'année 2011 est la deuxième année de la mise en place de la régionalisation du dispositif sur tout le territoire. Une convention unique de développement économique est conclue entre l'Etat et la chambre régionale des métiers et de l'artisanat, considérée comme maître d'ouvrage..

Cette convention précise les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département permettant aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif a également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter **l'émergence d'un véritable esprit de réseau et d'une stratégie au bénéfice des entreprises.**

Les chambres passent progressivement d'une logique de fonctionnement à une **logique de projet et de performance des actions au profit des entreprises artisanales ;**

Suite à la tenue d'un groupe de travail APCMA, CRMA, DGCIS en 2010, il a été procédé en 2011 à une simplification de la gestion du dispositif et à une clarification des indicateurs obligatoires retenus.

D'après les données disponibles pour 2011, l'affectation de **la dotation totale** (11,28 M€ hors APCMA) entre les domaines d'actions continue de **se recentrer vers deux priorités :**

- la **création, transmission et reprise d'entreprises** : 45% de la dotation ;
- la promotion des actions en faveur du **développement durable** : environnement, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé... : 27% de la dotation.

Il convient toutefois d'observer que la part de subvention consacrée pour des deux domaines est en diminution par rapport à l'année 2010 (respectivement 47 % et 33 %).

Par ailleurs,

- les domaines de la promotion de l'utilisation des TIC et des interventions des chambres relatives aux démarches Qualité représentent chacun 8% de la dotation en 2011 avec une légère diminution pour la qualité ;

enfin,

- les deux derniers domaines éligibles au dispositif (accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et, innovation et compétitivité) progressent rapidement en nombre de CMA retenant ces domaines (respectivement 38 % et 29%) mais la part de la subvention qui devient plus significative soit respectivement 3 % et 9 % pour des deux derniers domaines.

L'EPARECA
(ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE
RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX)

1 - Instrument de la politique de la ville, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'EPARECA a été créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Parmi ses différentes tutelles, le ministère en charge du commerce et de l'artisanat assure le rôle d'interlocuteur privilégié, d'autant qu'il en assume seul, depuis 2005, le financement par le biais du FISAC.

2 – Contrat d'objectifs et de moyens en 2009-2011

L'EPARECA s'est doté d'un second Contrat d'Objectifs et de Moyens pour la période 2009-2011, signé en décembre 2009 par quatre ministres. Il prévoit la mise en production de 30 opérations, soit 9 en 2009, 10 en 2010 et 11 en 2011. Ce contrat, qui rappelle l'objet, l'intérêt à agir et les critères d'intervention de l'Etablissement, explicite son modèle économique, fixe des objectifs de développement durable ainsi qu'en matière de réduction du délai de réalisation des opérations. Enfin, il fixe divers indicateurs (diversité commerciale, taux de vacance et de rotation, emplois créés et maintenus, délais de réalisation, taux de transformation.....) qui font l'objet d'un suivi.

Les objectifs qualitatifs et de délais des opérations fixés par le COM sont notamment les suivants :

- Un délai moyen de mise en œuvre des opérations de 4,5 ans (de l'instruction de la demande à la mise en exploitation du centre commercial).
- Délai moyen du temps de portage des centres à 3,5 ans (de l'exploitation à la revente).
- La mise en place d'une évaluation des centres réhabilités.
- La poursuite des efforts entrepris pour insérer ses interventions dans le cadre du programme national de rénovation urbaine en complémentarité avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

Pour cette période, la dotation annuelle fixée à 10,5 M€ (montant alloué en 2009 et 2010) a été

ramenée à 8 M€ en 2011 compte tenu des contraintes budgétaires qui pèsent sur le FISAC.

Entre 2009 et 2011, 27 des 30 opérations prévues au COM ont été mises en production dont 8 en 2011 suite à la diminution de la dotation de l'Etat. Outre ces 27 opérations, sur la même période, 2 investissements envisagés ont été abandonnés à la demande des collectivités locales, 2 centres ont fait l'objet de reconstruction partielle et 2 opérations ont été différées pour des raisons budgétaires.

3 - Chiffres clés :

Depuis l'année 1999, date de son fonctionnement effectif, l'EPARECA a été saisi par 243 villes de 346 demandes d'interventions.

Les demandes qui ont fait l'objet de réalisations opérationnelles sont réparties de la manière suivante :

- 13 opérations sont achevées et revendues ;
- 23 centres sont en exploitation ;
- 32 centres sont en phase production ;
- 19 dossiers sont en phase de montage projet ;
- 2 dossiers sont actuellement au point mort ;
- 7 dossiers sont en attente ou en cours de traitement.

250 demandes ne feront pas l'objet d'un investissement pour des raisons diverses : choix d'une autre solution après expertise, sorties privées, demandes abandonnées ou inéligibles.

METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2011. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 1^{er} janvier 2012.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2011 sont comptabilisées au titre de cette période dès lorsqu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 3 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Trois présentations par région et par département sont effectuées pour l'année 2011 et pour l'ensemble de la période 1992 – 2011 :

- classement alphabétique ;
 - classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2011

Pour l'année 2011

➤ <u>National</u>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	2
➤ <u>Région</u>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	6
- classement alphabétique.....	7
- classement par montant de subvention.....	8
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	10
➤ <u>Département</u>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	12
- classement alphabétique.....	13
- classement par montant de subvention.....	17
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	23

Pour la période 1992-2011

➤ <u>National</u>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	30
➤ <u>Région</u>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	34
- classement alphabétique.....	35
- classement par montant de subvention.....	36
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	38
➤ <u>Département</u>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	40
- classement alphabétique.....	41
- classement par montant de subvention.....	45
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	51

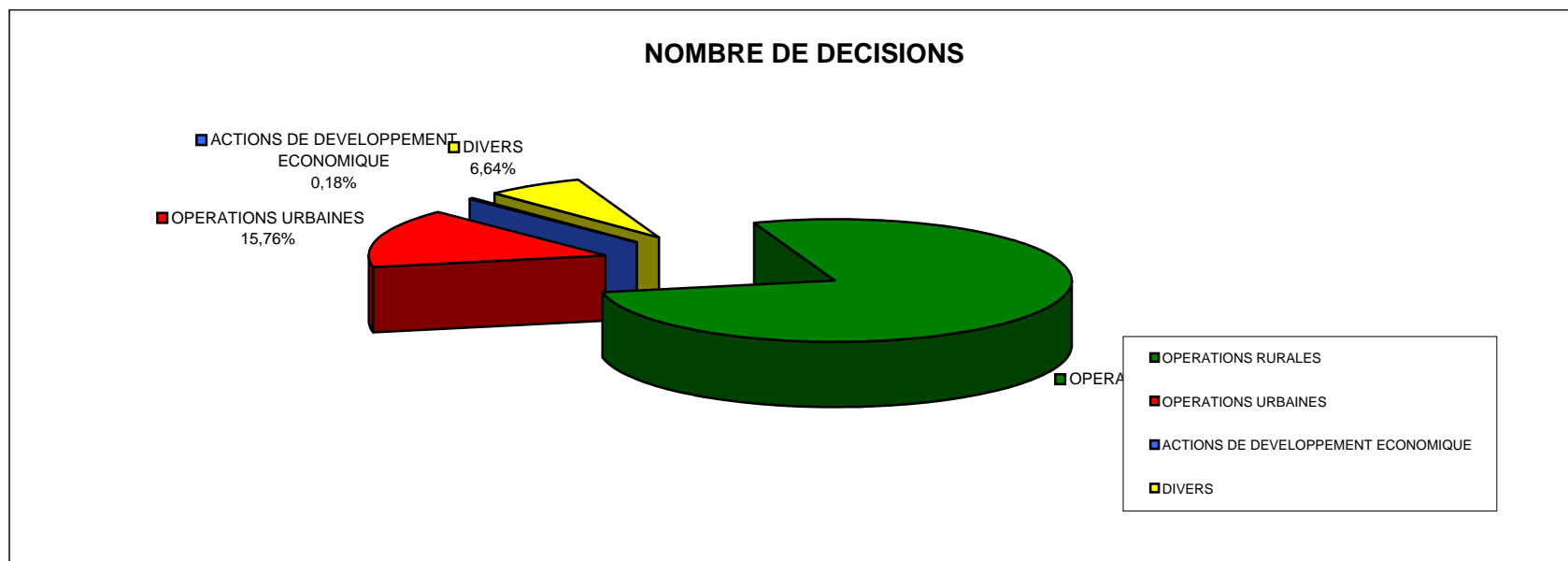
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2011
(en euros)**

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	840	2 961 991	28 783 409	31 745 400
OPERATIONS URBAINES	171	5 622 514	19 083 430	24 705 944
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2	13 500 000	0	13 500 000
DIVERS *	72	10 266 824	0	10 266 824
TOTAL	1 085	32 351 329	47 866 839	80 218 168

(*) Opérations nationales diverses dont :
- dotation de l' EPARECA
- PIA
- études préalables

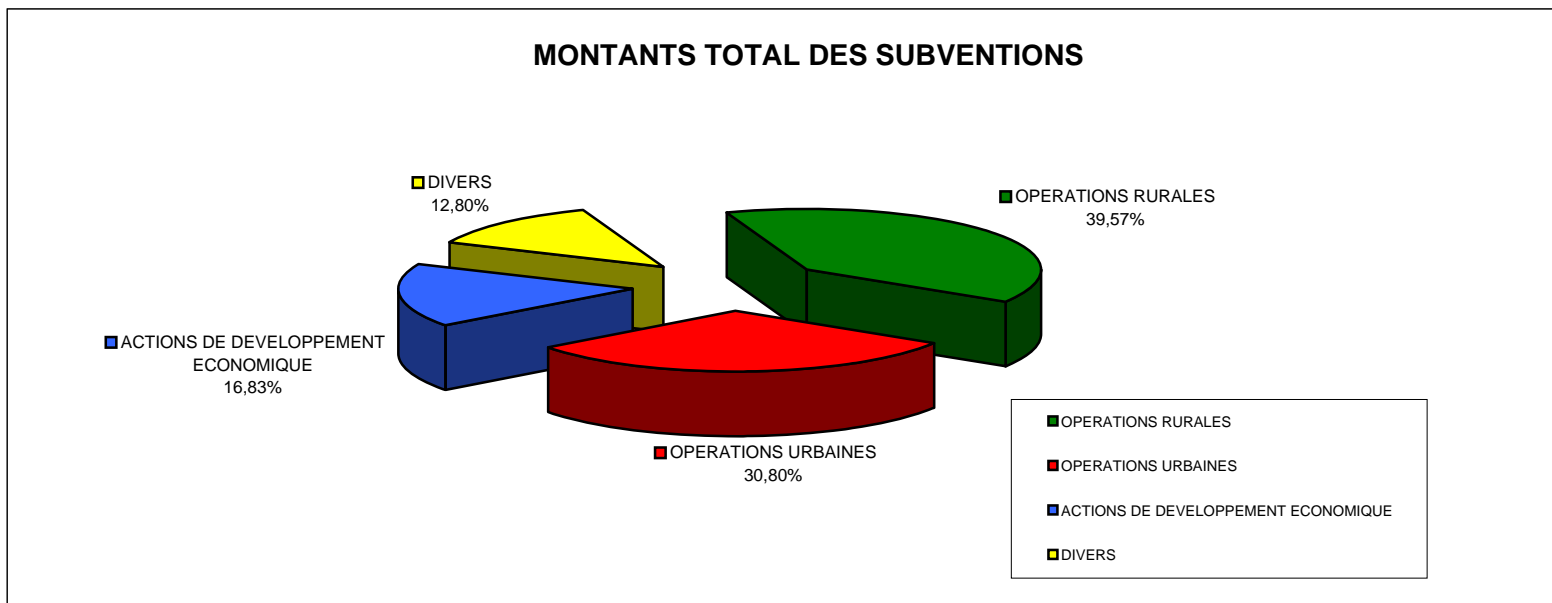
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2011
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	840
OPERATIONS URBAINES	171
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2
DIVERS	72
TOTAL	1 085



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2011
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	31 745 400
OPERATIONS URBAINES	24 705 944
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	13 500 000
DIVERS	10 266 824
TOTAL	80 218 168



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2011**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	18 087 171	0	18 087 171	702
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	10 337 108	2 922 294	7 414 814	62
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	3 321 121	39 697	3 281 414	76
Opérations urbaines				
OPERATIONS URBAINES	24 524 367	5 582 764	18 941 603	169
OPERATIONS URBAINES EN ZUS OU ZFU	181 577	39 750	141 827	2
Actions de développement économique des chambres de métiers				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	13 500 000	13 500 000	0	2
	0			
Divers				
	0			
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES (EPARECA)	8 000 000	8 000 000	0	1
POLES D'INNOVATION A L'ARTISANAT (PIA)	1 600 000	1 600 000	0	1
ETUDES	666 824	666 824	0	70
TOTAL	80 218 168	32 351 329	47 866 829	1 085

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2011
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	1 345 488	180 619	1 164 869	36	1 734 145	0,78
AQUITAINE	4 806 088	925 573	3 880 515	76	2 908 359	1,65
AUVERGNE	1 792 741	113 983	1 678 758	38	1 308 878	1,37
BASSE-NORMANDIE	1 426 323	104 412	1 321 911	78	1 422 193	1,00
BOURGOGNE	1 231 404	222 357	1 009 047	33	1 610 067	0,76
BRETAGNE	1 693 457	166 302	1 527 155	59	2 906 197	0,58
CENTRE	2 817 406	260 897	2 556 509	45	2 440 329	1,15
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 285 899	407 421	878 478	13	1 342 363	0,96
FRANCHE-COMTE	1 747 670	293 288	1 454 382	31	1 117 059	1,56
HAUTE-NORMANDIE	3 057 075	548 529	2 508 546	50	1 780 192	1,72
ILE-DE-FRANCE	4 571 904	752 525	3 819 379	58	10 952 011	0,42
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 958 235	333 494	2 624 741	37	2 295 648	1,29
LIMOUSIN	1 288 291	329 197	959 094	17	710 939	1,81
LORRAINE	1 177 652	256 990	920 662	18	2 310 376	0,51
MIDI-PYRENEES	967 031	71 182	895 849	32	2 551 687	0,38
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 418 105	609 243	1 808 862	76	3 996 588	0,61
PAYS-DE-LA-LOIRE	4 245 178	221 763	4 023 415	72	3 222 061	1,32
PICARDIE	1 032 229	169 518	862 711	32	1 857 481	0,56
POITOU-CHARENTES	3 886 888	251 466	3 635 422	76	1 640 068	2,37
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	3 947 190	1 020 909	2 926 281	50	4 506 151	0,88
REUNION	377 485	131 545	245 940	1	705 100	0,54
RHONE-ALPES	9 093 788	1 902 983	7 190 805	151	5 645 407	1,61
TOTAL	57 167 527	9 274 196	47 893 331	1 079		

Hors dotations EPARECA, action de développement économique et opérations spécifiques nationales

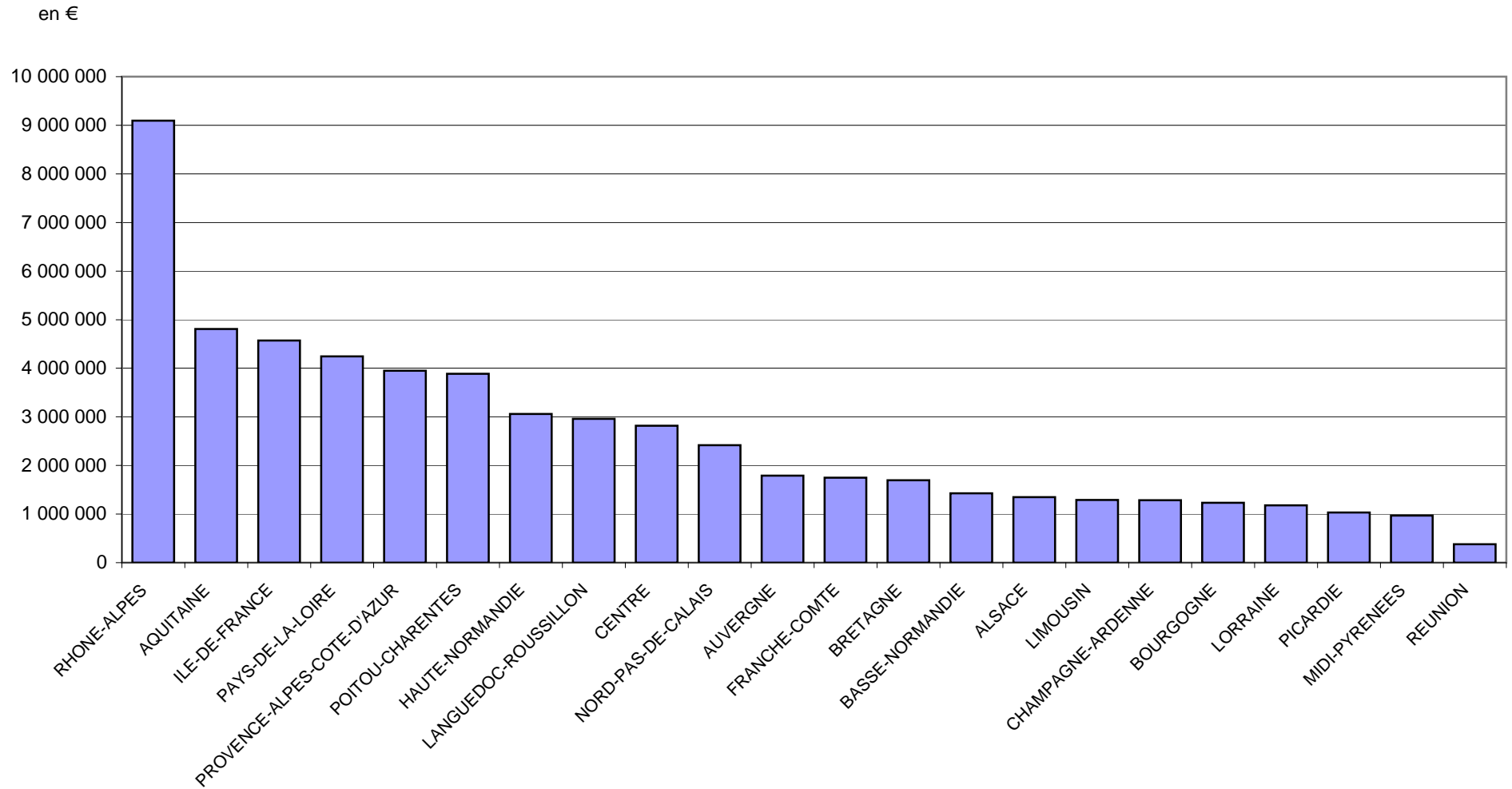
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2011

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	9 093 788	1 902 983	7 190 805	151	5 645 407	1,61
AQUITAINE	4 806 088	925 573	3 880 515	76	2 908 359	1,65
ILE-DE-FRANCE	4 571 904	752 525	3 819 379	58	10 952 011	0,42
PAYS-DE-LA-LOIRE	4 245 178	221 763	4 023 415	72	3 222 061	1,32
D'AZUR	3 947 190	1 020 909	2 926 281	50	4 506 151	0,88
POITOU-CHARENTES	3 886 888	251 466	3 635 422	76	1 640 068	2,37
HAUTE-NORMANDIE	3 057 075	548 529	2 508 546	50	1 780 192	1,72
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 958 235	333 494	2 624 741	37	2 295 648	1,29
CENTRE	2 817 406	260 897	2 556 509	45	2 440 329	1,15
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 418 105	609 243	1 808 862	76	3 996 588	0,61
AUVERGNE	1 792 741	113 983	1 678 758	38	1 308 878	1,37
FRANCHE-COMTE	1 747 670	293 288	1 454 382	31	1 117 059	1,56
BRETAGNE	1 693 457	166 302	1 527 155	59	2 906 197	0,58
BASSE-NORMANDIE	1 426 323	104 412	1 321 911	78	1 422 193	1,00
ALSACE	1 345 488	180 619	1 164 869	36	1 734 145	0,78
LIMOUSIN	1 288 291	329 197	959 094	17	710 939	1,81
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 285 899	407 421	878 478	13	1 342 363	0,96
BOURGOGNE	1 231 404	222 357	1 009 047	33	1 610 067	0,76
LORRAINE	1 177 652	256 990	920 662	18	2 310 376	0,51
PICARDIE	1 032 229	169 518	862 711	32	1 857 481	0,56
MIDI-PYRENEES	967 031	71 182	895 849	32	2 551 687	0,38
REUNION	377 485	131 545	245 940	1	705 100	0,54
TOTAL	57 167 527	9 274 196	47 893 331	1 079		

Hors dotations EPARECA, action de développement économique et opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2011
(en euros)**



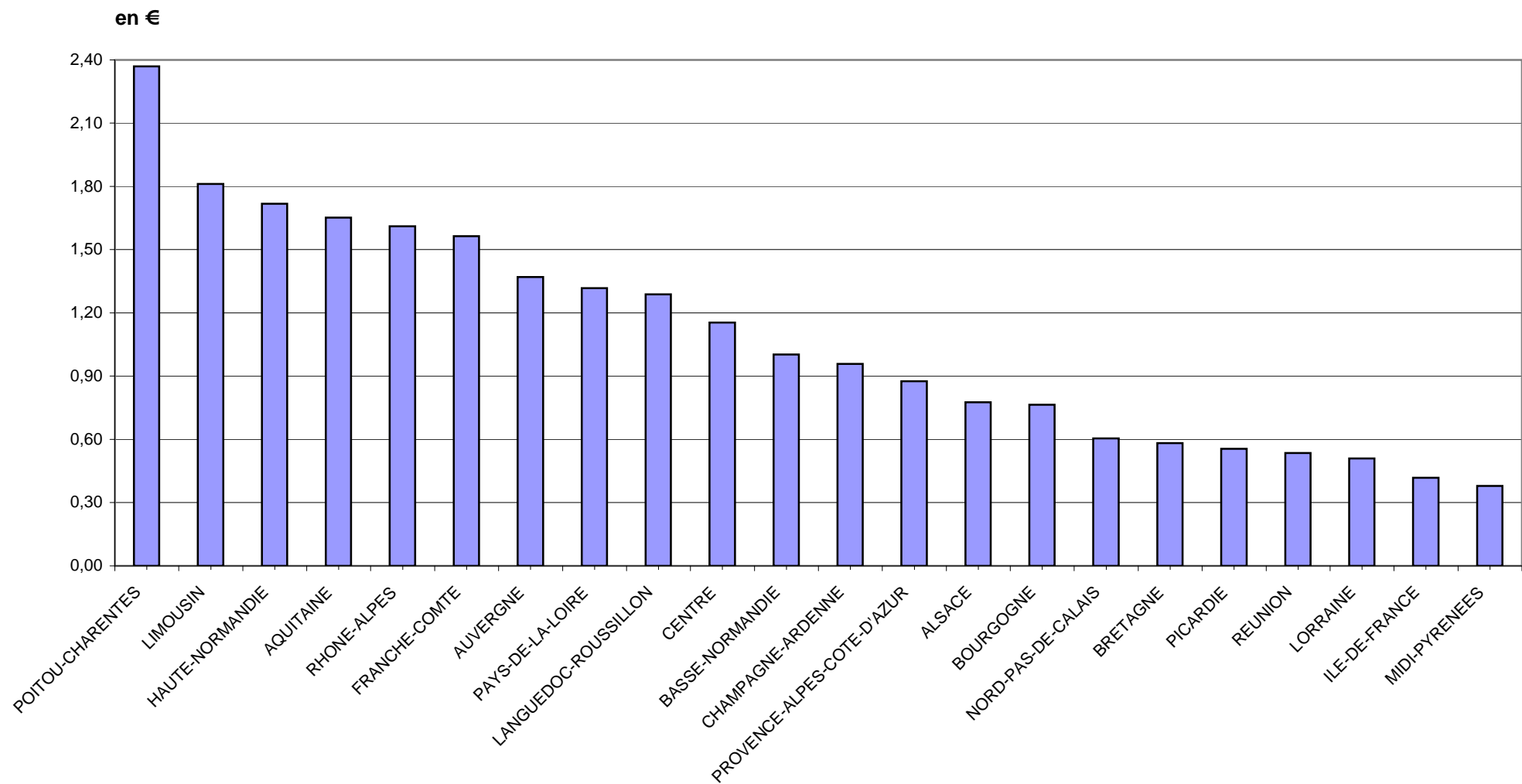
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
POITOU-CHARENTES	3 886 888	251 466	3 635 422	76	1 640 068	2,37
LIMOUSIN	1 288 291	329 197	959 094	17	710 939	1,81
HAUTE-NORMANDIE	3 057 075	548 529	2 508 546	50	1 780 192	1,72
AQUITAINE	4 806 088	925 573	3 880 515	76	2 908 359	1,65
RHONE-ALPES	9 093 788	1 902 983	7 190 805 151		5 645 407	1,61
FRANCHE-COMTE	1 747 670	293 288	1 454 382	31	1 117 059	1,56
AUVERGNE	1 792 741	113 983	1 678 758	38	1 308 878	1,37
PAYS-DE-LA-LOIRE	4 245 178	221 763	4 023 415	72	3 222 061	1,32
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 958 235	333 494	2 624 741	37	2 295 648	1,29
CENTRE	2 817 406	260 897	2 556 509	45	2 440 329	1,15
BASSE-NORMANDIE	1 426 323	104 412	1 321 911	78	1 422 193	1,00
CHAMPAGNE-ARDENNE	1 285 899	407 421	878 478	13	1 342 363	0,96
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	3 947 190	1 020 909	2 926 281	50	4 506 151	0,88
ALSACE	1 345 488	180 619	1 164 869	36	1 734 145	0,78
BOURGOGNE	1 231 404	222 357	1 009 047	33	1 610 067	0,76
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 418 105	609 243	1 808 862	76	3 996 588	0,61
BRETAGNE	1 693 457	166 302	1 527 155	59	2 906 197	0,58
PICARDIE	1 032 229	169 518	862 711	32	1 857 481	0,56
REUNION	377 485	131 545	245 940	1	705 100	0,54
LORRAINE	1 177 652	256 990	920 662	18	2 310 376	0,51
ILE-DE-FRANCE	4 571 904	752 525	3 819 379	58	10 952 011	0,42
MIDI-PYRENEES	967 031	71 182	895 849	32	2 551 687	0,38
TOTAL	57 167 527	9 274 196	47 893 331	1 079		

Hors dotations Epareca, actions de développement économiques et opérations spécifiques nationales

**Subventions FISAC
par région en 2011
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	735 258	76 030	659 228	26	515 270	1,43
AISNE	02	531 047	62 391	468 656	10	535 842	0,99
ALLIER	03	316 282	0	316 282	2	344 721	0,92
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	350 622	46 000	304 622	15	139 561	2,51
HAUTES-ALPES	05	68 188	0	68 188	2	121 419	0,56
ALPES-MARITIMES	06	539 184	78 991	460 193	7	1 011 326	0,53
ARDECHE	07	653 977	49 921	604 056	14	286 023	2,29
ARDENNES	08	85 606	51 503	34 103	3	290 130	0,30
ARIEGE	09	257 780	35 181	222 599	4	137 205	1,88
AUBE	10	274 387	55 566	218 821	3	292 131	0,94
AUDE	11	124 353	7 000	117 353	6	309 770	0,40
AVEYRON	12	106 662	0	106 662	1	263 808	0,40
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 047 138	380 363	666 775	8	1 835 719	0,57
CALVADOS	14	509 219	95 514	413 705	19	648 385	0,79
CANTAL	15	297 746	0	297 746	11	150 778	1,97
CHARENTE	16	677 069	28 196	648 873	18	339 628	1,99
CHARENTE-MARITIME	17	1 082 571	23 678	1 058 893	27	557 024	1,94
CHER	18	479 169	33 490	445 679	7	314 428	1,52
CORREZE	19	693 823	132 075	561 748	5	232 576	2,98
COTE-D'OR	21	99 078	9 000	90 078	5	506 755	0,20
COTES-D'ARMOR	22	701 897	43 403	658 494	16	542 373	1,29
CREUSE	23	189 211	40 750	148 461	4	124 470	1,52
DORDOGNE	24	392 926	59 212	333 714	11	388 293	1,01
DOUBS	25	183 743	0	183 743	13	499 062	0,37
DROME	26	1 008 288	253 291	754 997	13	437 778	2,30
EURE	27	1 655 727	347 268	1 308 459	30	541 054	3,06
EURE-ET-LOIR	28	320 571	79 841	240 730	4	407 665	0,79
FINISTERE	29	455 019	65 705	389 314	14	852 418	0,53
GARD	30	435 706	88 737	346 969	4	623 125	0,70
HAUTE-GARONNE	31	88 829	12 000	76 829	5	1 046 338	0,08

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GERS	32	31 464	17 401	14 063	3	172 335	0,18
GIRONDE	33	485 332	131 282	354 050	12	1 287 334	0,38
HERAULT	34	1 652 997	219 814	1 433 183	14	896 441	1,84
ILLE-ET-VILAINE	35	334 033	46 519	287 514	17	867 533	0,39
INDRE	36	339 647	8 100	331 547	6	231 139	1,47
INDRE-ET-LOIRE	37	951 174	59 340	891 834	16	554 003	1,72
ISERE	38	1 258 012	360 661	897 351	29	1 094 006	1,15
JURA	39	109 972	0	109 972	11	250 857	0,44
LANDES	40	551 929	123 845	428 084	13	327 334	1,69
LOIR-ET-CHER	41	492 806	32 401	460 405	9	314 968	1,56
LOIRE	42	1 482 669	324 959	1 157 710	13	728 524	2,04
HAUTE-LOIRE	43	952 696	113 983	838 713	16	209 113	4,56
LOIRE-ATLANTIQUE	44	649 221	41 404	607 817	8	1 134 266	0,57
LOIRET	45	234 039	47 725	186 314	3	618 126	0,38
LOT	46	260 504	0	260 504	11	160 197	1,63
LOT-ET-GARONNE	47	1 556 641	131 479	1 425 162	23	305 380	5,10
LOZERE	48	335 127	0	335 127	5	73 509	4,56
MAINE-ET-LOIRE	49	919 457	77 549	841 908	10	732 942	1,25
MANCHE	50	400 652	8 898	391 754	21	481 471	0,83
MARNE	51	877 049	258 995	618 054	6	565 229	1,55
HAUTE-MARNE	52	48 857	41 357	7 500	1	194 873	0,25
MAYENNE	53	466 559	0	466 559	15	285 338	1,64
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	381 429	27 984	353 445	10	713 779	0,53
MEUSE	55	111 794	66 150	45 644	2	192 198	0,58
MORBIHAN	56	202 508	10 675	191 833	12	643 873	0,31
MOSELLE	57	374 877	122 910	251 967	4	1 023 447	0,37
NIEVRE	58	549 782	150 750	399 032	7	225 198	2,44
NORD	59	922 382	297 375	625 007	20	1 555 020	0,59
OISE	60	267 622	44 973	222 649	15	766 441	0,35

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	516 452	0	516 452	38	292 337	1,77
PAS-DE-CALAIS	62	1 495 723	311 868	1 183 855	56	1 441 568	1,04
PUY-DE-DOME	63	226 017	0	226 017	9	604 266	0,37
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 819 260	479 755	1 339 505	17	600 018	3,03
HAUTES-PYRENEES	65	35 516	6 600	28 916	3	222 368	0,16
PYRENEES-ORIENTALES	66	410 052	17 943	392 109	8	392 803	1,04
HAUT-RHIN	68	733 922	97 934	635 988	13	708 025	1,04
BAS-RHIN	67	611 566	82 685	528 881	23	1 026 120	0,60
RHONE	69	2 329 783	580 381	1 749 402	33	1 578 869	1,48
HAUTE-SAONE	70	1 453 955	293 288	1 160 667	7	229 732	6,33
SAONE-ET-LOIRE	71	212 763	29 280	183 483	13	544 893	0,39
SARTHE	72	435 322	0	435 322	12	529 851	0,82
SAVOIE	73	178 613	0	178 613	5	373 258	0,48
HAUTE-SAVOIE	74	1 447 188	257 740	1 189 448	18	631 679	2,29
SEINE-MARITIME	76	1 401 348	201 261	1 200 087	20	1 239 138	1,13
SEINE-ET-MARNE	77	958 424	267 450	690 974	16	1 193 767	0,80
YVELINES	78	1 700 882	169 974	1 530 908	13	1 354 304	1,26
DEUX-SEVRES	79	790 263	59 432	730 831	9	344 392	2,29
SOMME	80	233 560	62 154	171 406	7	555 551	0,42
TARN	81	30 492	0	30 492	2	343 402	0,09
TARN-ET-GARONNE	82	155 784	0	155 784	3	206 034	0,76
VAR	83	747 918	262 093	485 825	9	898 441	0,83
VAUCLUSE	84	1 194 140	253 462	940 678	9	499 685	2,39
VENDEE	85	1 774 619	102 810	1 671 809	27	539 664	3,29
VIENNE	86	1 336 985	140 160	1 196 825	22	399 024	3,35
HAUTE-VIENNE	87	405 257	156 372	248 885	8	353 893	1,15
VOSGES	88	309 552	39 946	269 606	2	380 952	0,81
YONNE	89	369 781	33 327	336 454	8	333 221	1,11
ESSONNE	91	333 116	0	333 116	5	1 134 238	0,29

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTS-DE-SEINE	92	539 812	100 986	438 826	3	1 428 881	0,38
SEINE-SAINT-DENIS	93	476 496	78 654	397 842	6	1 382 861	0,34
VAL-DE-MARNE	94	326 806	7 055	319 751	3	1 227 250	0,27
VAL-D'OISE	95	236 368	128 406	107 962	12	1 105 464	0,21
REUNION	974	377 485	131 545	245 940	1	706 300	0,53
		57 167 527	9 274 196	47 893 331	1 079		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE	69	2 329 783	580 381	1 749 402	33	1 578 869	1,48
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 819 260	479 755	1 339 505	17	600 018	3,03
VENDEE	85	1 774 619	102 810	1 671 809	27	539 664	3,29
YVELINES	78	1 700 882	169 974	1 530 908	13	1 354 304	1,26
EURE	27	1 655 727	347 268	1 308 459	30	541 054	3,06
HERAULT	34	1 652 997	219 814	1 433 183	14	896 441	1,84
LOT-ET-GARONNE	47	1 556 641	131 479	1 425 162	23	305 380	5,10
PAS-DE-CALAIS	62	1 495 723	311 868	1 183 855	56	1 441 568	1,04
LOIRE	42	1 482 669	324 959	1 157 710	13	728 524	2,04
HAUTE-SAONE	70	1 453 955	293 288	1 160 667	7	229 732	6,33
HAUTE-SAVOIE	74	1 447 188	257 740	1 189 448	18	631 679	2,29
SEINE-MARITIME	76	1 401 348	201 261	1 200 087	20	1 239 138	1,13
VIENNE	86	1 336 985	140 160	1 196 825	22	399 024	3,35
ISERE	38	1 258 012	360 661	897 351	29	1 094 006	1,15
VAUCLUSE	84	1 194 140	253 462	940 678	9	499 685	2,39
CHARENTE-MARITIME	17	1 082 571	23 678	1 058 893	27	557 024	1,94
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 047 138	380 363	666 775	8	1 835 719	0,57
DROME	26	1 008 288	253 291	754 997	13	437 778	2,30
SEINE-ET-MARNE	77	958 424	267 450	690 974	16	1 193 767	0,80
HAUTE-LOIRE	43	952 696	113 983	838 713	16	209 113	4,56
INDRE-ET-LOIRE	37	951 174	59 340	891 834	16	554 003	1,72
NORD	59	922 382	297 375	625 007	20	1 555 020	0,59
MAINE-ET-LOIRE	49	919 457	77 549	841 908	10	732 942	1,25
MARNE	51	877 049	258 995	618 054	6	565 229	1,55
DEUX-SEVRES	79	790 263	59 432	730 831	9	344 392	2,29

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VAR	83	747 918	262 093	485 825	9	898 441	0,83
AIN	01	735 258	76 030	659 228	26	515 270	1,43
HAUT-RHIN	68	733 922	97 934	635 988	13	708 025	1,04
COTES-D'ARMOR	22	701 897	43 403	658 494	16	542 373	1,29
CORREZE	19	693 823	132 075	561 748	5	232 576	2,98
CHARENTE	16	677 069	28 196	648 873	18	339 628	1,99
ARDECHE	07	653 977	49 921	604 056	14	286 023	2,29
LOIRE-ATLANTIQUE	44	649 221	41 404	607 817	8	1 134 266	0,57
BAS-RHIN	67	611 566	82 685	528 881	23	1 026 120	0,60
LANDES	40	551 929	123 845	428 084	13	327 334	1,69
NIEVRE	58	549 782	150 750	399 032	7	225 198	2,44
HAUTS-DE-SEINE	92	539 812	100 986	438 826	3	1 428 881	0,38
ALPES-MARITIMES	06	539 184	78 991	460 193	7	1 011 326	0,53
AISNE	02	531 047	62 391	468 656	10	535 842	0,99
ORNE	61	516 452	0	516 452	38	292 337	1,77
CALVADOS	14	509 219	95 514	413 705	19	648 385	0,79
LOIR-ET-CHER	41	492 806	32 401	460 405	9	314 968	1,56
GIRONDE	33	485 332	131 282	354 050	12	1 287 334	0,38
CHER	18	479 169	33 490	445 679	7	314 428	1,52
SEINE-SAINT-DENIS	93	476 496	78 654	397 842	6	1 382 861	0,34
MAYENNE	53	466 559	0	466 559	15	285 338	1,64
FINISTERE	29	455 019	65 705	389 314	14	852 418	0,53
GARD	30	435 706	88 737	346 969	4	623 125	0,70
SARTHE	72	435 322	0	435 322	12	529 851	0,82
PYRENEES-ORIENTALES	66	410 052	17 943	392 109	8	392 803	1,04

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement par montant de subvention)

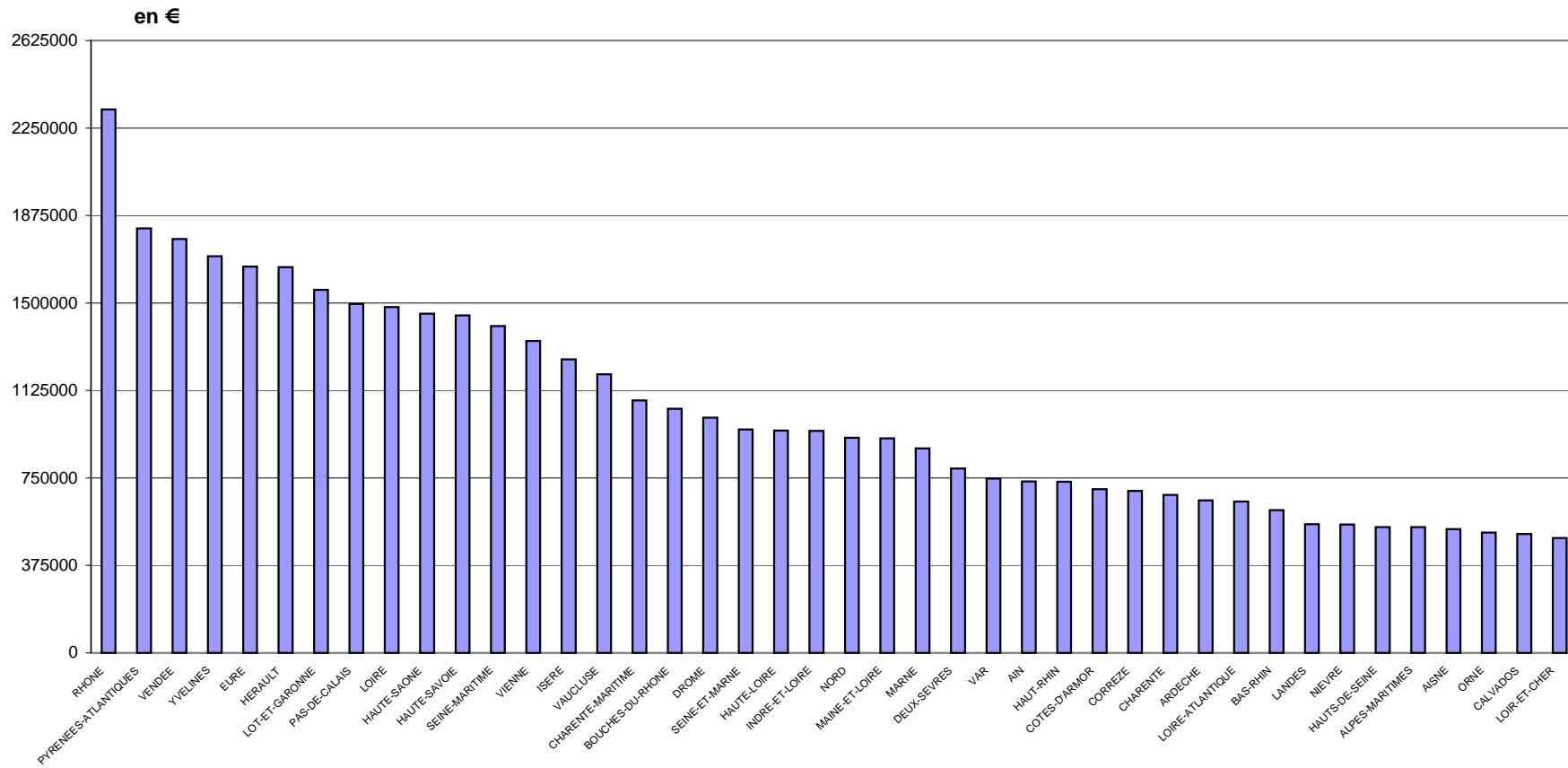
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-VIENNE	87	405 257	156 372	248 885	8	353 893	1,15
MANCHE	50	400 652	8 898	391 754	21	481 471	0,83
DORDOGNE	24	392 926	59 212	333 714	11	388 293	1,01
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	381 429	27 984	353 445	10	713 779	0,53
REUNION	974	377 485	131 545	245 940	1	706 300	0,53
MOSELLE	57	374 877	122 910	251 967	4	1 023 447	0,37
YONNE	89	369 781	33 327	336 454	8	333 221	1,11
ALPES-DE-HAUTE-PROVENC	04	350 622	46 000	304 622	15	139 561	2,51
INDRE	36	339 647	8 100	331 547	6	231 139	1,47
LOZERE	48	335 127	0	335 127	5	73 509	4,56
ILLE-ET-VILAINE	35	334 033	46 519	287 514	17	867 533	0,39
ESSONNE	91	333 116	0	333 116	5	1 134 238	0,29
VAL-DE-MARNE	94	326 806	7 055	319 751	3	1 227 250	0,27
EURE-ET-LOIR	28	320 571	79 841	240 730	4	407 665	0,79
ALLIER	03	316 282	0	316 282	2	344 721	0,92
VOSGES	88	309 552	39 946	269 606	2	380 952	0,81
CANTAL	15	297 746	0	297 746	11	150 778	1,97
AUBE	10	274 387	55 566	218 821	3	292 131	0,94
OISE	60	267 622	44 973	222 649	15	766 441	0,35
LOT	46	260 504	0	260 504	11	160 197	1,63
ARIEGE	09	257 780	35 181	222 599	4	137 205	1,88
VAL-D'OISE	95	236 368	128 406	107 962	12	1 105 464	0,21
LOIRET	45	234 039	47 725	186 314	3	618 126	0,38
SOMME	80	233 560	62 154	171 406	7	555 551	0,42
PUY-DE-DOME	63	226 017	0	226 017	9	604 266	0,37

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011
(classement par montant de subvention)

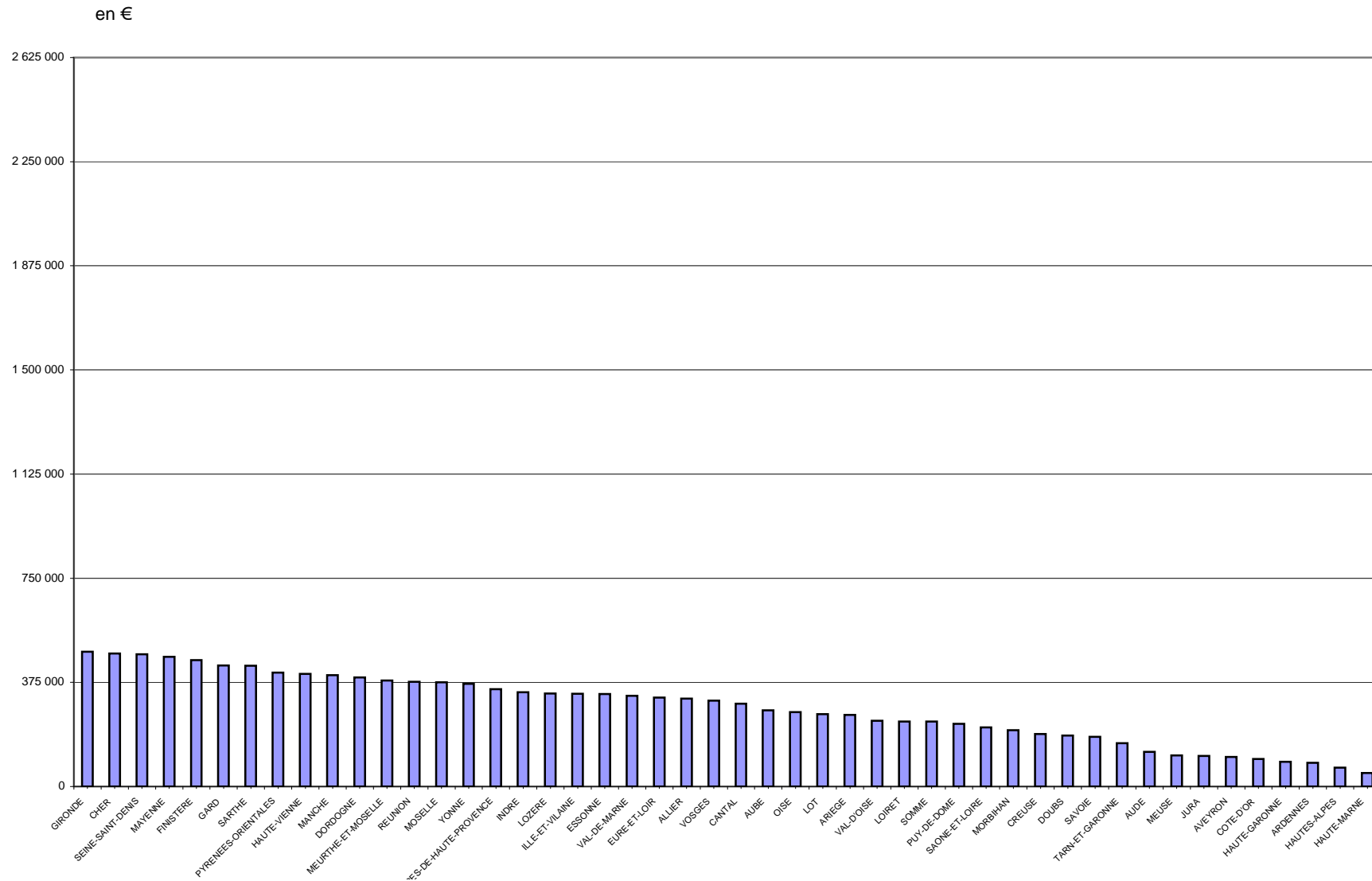
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SAONE-ET-LOIRE	71	212 763	29 280	183 483	13	544 893	0,39
MORBIHAN	56	202 508	10 675	191 833	12	643 873	0,31
CREUSE	23	189 211	40 750	148 461	4	124 470	1,52
DOUBS	25	183 743	0	183 743	13	499 062	0,37
SAVOIE	73	178 613	0	178 613	5	373 258	0,48
TARN-ET-GARONNE	82	155 784	0	155 784	3	206 034	0,76
AUDE	11	124 353	7 000	117 353	6	309 770	0,40
MEUSE	55	111 794	66 150	45 644	2	192 198	0,58
JURA	39	109 972	0	109 972	11	250 857	0,44
AVEYRON	12	106 662	0	106 662	1	263 808	0,40
COTE-D'OR	21	99 078	9 000	90 078	5	506 755	0,20
HAUTE-GARONNE	31	88 829	12 000	76 829	5	1 046 338	0,08
ARDENNES	08	85 606	51 503	34 103	3	290 130	0,30
HAUTES-ALPES	05	68 188	0	68 188	2	121 419	0,56
HAUTE-MARNE	52	48 857	41 357	7 500	1	194 873	0,25
HAUTES-PYRENEES	65	35 516	6 600	28 916	3	222 368	0,16
GERS	32	31 464	17 401	14 063	3	172 335	0,18
TARN	81	30 492	0	30 492	2	343 402	0,09
		57 167 527	9 274 196	47 893 331	1 079		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département en 2011
(en euros)**



Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2011 (en euros)



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-SAONE	70	1 453 955	293 288	1 160 667	7	229 732	6,33
LOT-ET-GARONNE	47	1 556 641	131 479	1 425 162	23	305 380	5,10
LOZERE	48	335 127	0	335 127	5	73 509	4,56
HAUTE-LOIRE	43	952 696	113 983	838 713	16	209 113	4,56
VIENNE	86	1 336 985	140 160	1 196 825	22	399 024	3,35
VENDEE	85	1 774 619	102 810	1 671 809	27	539 664	3,29
EURE	27	1 655 727	347 268	1 308 459	30	541 054	3,06
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 819 260	479 755	1 339 505	17	600 018	3,03
CORREZE	19	693 823	132 075	561 748	5	232 576	2,98
ALPES-DE-HAUTE-PROVEN	04	350 622	46 000	304 622	15	139 561	2,51
NIEVRE	58	549 782	150 750	399 032	7	225 198	2,44
VAUCLUSE	84	1 194 140	253 462	940 678	9	499 685	2,39
DROME	26	1 008 288	253 291	754 997	13	437 778	2,30
DEUX-SEVRES	79	790 263	59 432	730 831	9	344 392	2,29
HAUTE-SAVOIE	74	1 447 188	257 740	1 189 448	18	631 679	2,29
ARDECHE	07	653 977	49 921	604 056	14	286 023	2,29
LOIRE	42	1 482 669	324 959	1 157 710	13	728 524	2,04
CHARENTE	16	677 069	28 196	648 873	18	339 628	1,99
CANTAL	15	297 746	0	297 746	11	150 778	1,97
CHARENTE-MARITIME	17	1 082 571	23 678	1 058 893	27	557 024	1,94
ARIEGE	09	257 780	35 181	222 599	4	137 205	1,88
HERAULT	34	1 652 997	219 814	1 433 183	14	896 441	1,84
ORNE	61	516 452	0	516 452	38	292 337	1,77
INDRE-ET-LOIRE	37	951 174	59 340	891 834	16	554 003	1,72
LANDES	40	551 929	123 845	428 084	13	327 334	1,69

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MAYENNE	53	466 559	0	466 559	15	285 338	1,64
LOT	46	260 504	0	260 504	11	160 197	1,63
LOIR-ET-CHER	41	492 806	32 401	460 405	9	314 968	1,56
MARNE	51	877 049	258 995	618 054	6	565 229	1,55
CHER	18	479 169	33 490	445 679	7	314 428	1,52
CREUSE	23	189 211	40 750	148 461	4	124 470	1,52
RHONE	69	2 329 783	580 381	1 749 402	33	1 578 869	1,48
INDRE	36	339 647	8 100	331 547	6	231 139	1,47
AIN	01	735 258	76 030	659 228	26	515 270	1,43
COTES-D'ARMOR	22	701 897	43 403	658 494	16	542 373	1,29
YVELINES	78	1 700 882	169 974	1 530 908	13	1 354 304	1,26
MAINE-ET-LOIRE	49	919 457	77 549	841 908	10	732 942	1,25
ISERE	38	1 258 012	360 661	897 351	29	1 094 006	1,15
HAUTE-VIENNE	87	405 257	156 372	248 885	8	353 893	1,15
SEINE-MARITIME	76	1 401 348	201 261	1 200 087	20	1 239 138	1,13
YONNE	89	369 781	33 327	336 454	8	333 221	1,11
PYRENEES-ORIENTALES	66	410 052	17 943	392 109	8	392 803	1,04
PAS-DE-CALAIS	62	1 495 723	311 868	1 183 855	56	1 441 568	1,04
HAUT-RHIN	68	733 922	97 934	635 988	13	708 025	1,04
DORDOGNE	24	392 926	59 212	333 714	11	388 293	1,01
AISNE	02	531 047	62 391	468 656	10	535 842	0,99
AUBE	10	274 387	55 566	218 821	3	292 131	0,94
ALLIER	03	316 282	0	316 282	2	344 721	0,92
VAR	83	747 918	262 093	485 825	9	898 441	0,83
MANCHE	50	400 652	8 898	391 754	21	481 471	0,83

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SARTHE	72	435 322	0	435 322	12	529 851	0,82
VOSGES	88	309 552	39 946	269 606	2	380 952	0,81
SEINE-ET-MARNE	77	958 424	267 450	690 974	16	1 193 767	0,80
EURE-ET-LOIR	28	320 571	79 841	240 730	4	407 665	0,79
CALVADOS	14	509 219	95 514	413 705	19	648 385	0,79
TARN-ET-GARONNE	82	155 784	0	155 784	3	206 034	0,76
GARD	30	435 706	88 737	346 969	4	623 125	0,70
BAS-RHIN	67	611 566	82 685	528 881	23	1 026 120	0,60
NORD	59	922 382	297 375	625 007	20	1 555 020	0,59
MEUSE	55	111 794	66 150	45 644	2	192 198	0,58
LOIRE-ATLANTIQUE	44	649 221	41 404	607 817	8	1 134 266	0,57
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 047 138	380 363	666 775	8	1 835 719	0,57
HAUTES-ALPES	05	68 188	0	68 188	2	121 419	0,56
REUNION	974	377 485	131 545	245 940	1	706 300	0,53
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	381 429	27 984	353 445	10	713 779	0,53
FINISTERE	29	455 019	65 705	389 314	14	852 418	0,53
ALPES-MARITIMES	06	539 184	78 991	460 193	7	1 011 326	0,53
SAVOIE	73	178 613	0	178 613	5	373 258	0,48
JURA	39	109 972	0	109 972	11	250 857	0,44
SOMME	80	233 560	62 154	171 406	7	555 551	0,42
AVEYRON	12	106 662	0	106 662	1	263 808	0,40
AUDE	11	124 353	7 000	117 353	6	309 770	0,40
SAONE-ET-LOIRE	71	212 763	29 280	183 483	13	544 893	0,39
ILLE-ET-VILAINE	35	334 033	46 519	287 514	17	867 533	0,39
LOIRET	45	234 039	47 725	186 314	3	618 126	0,38

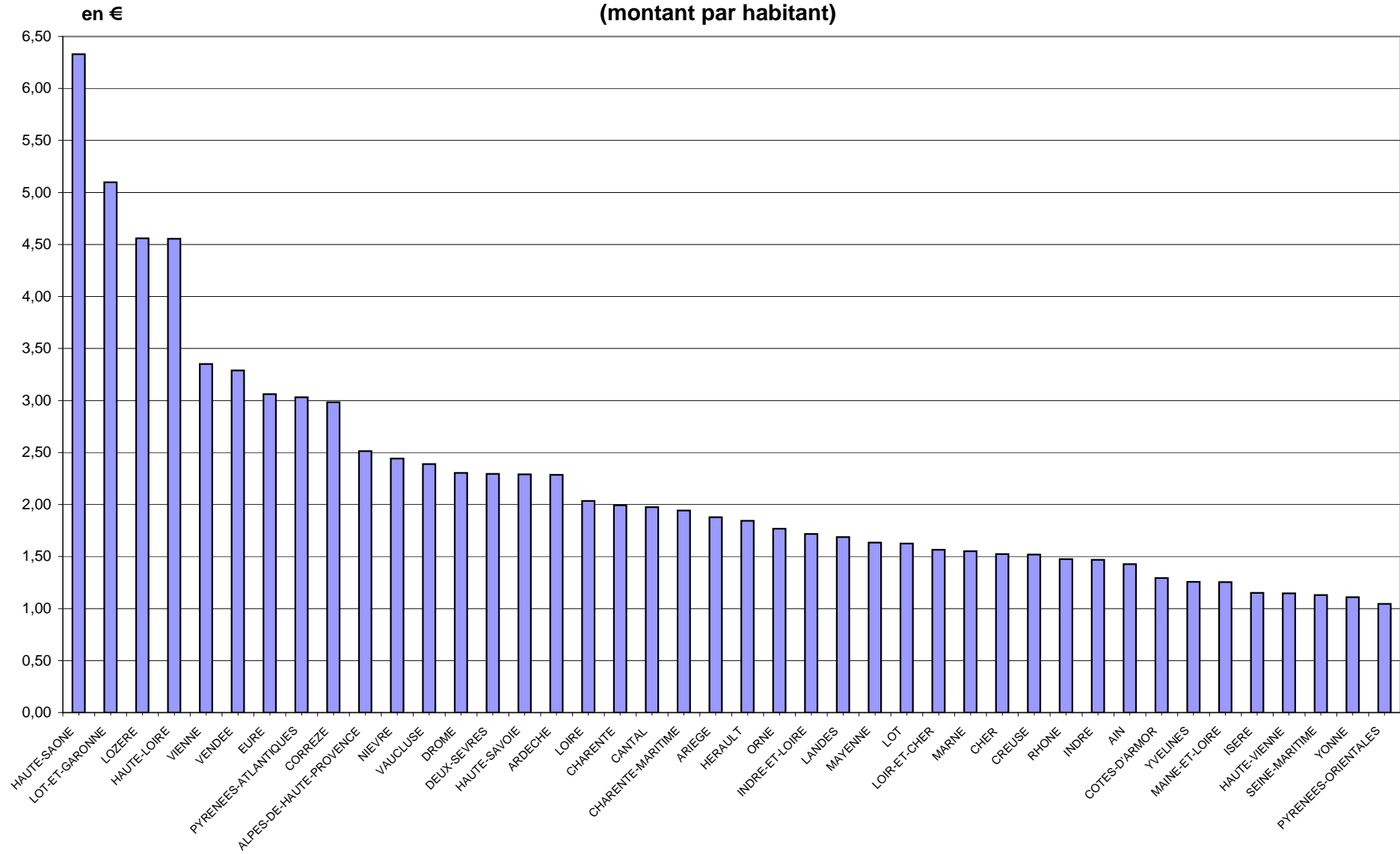
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

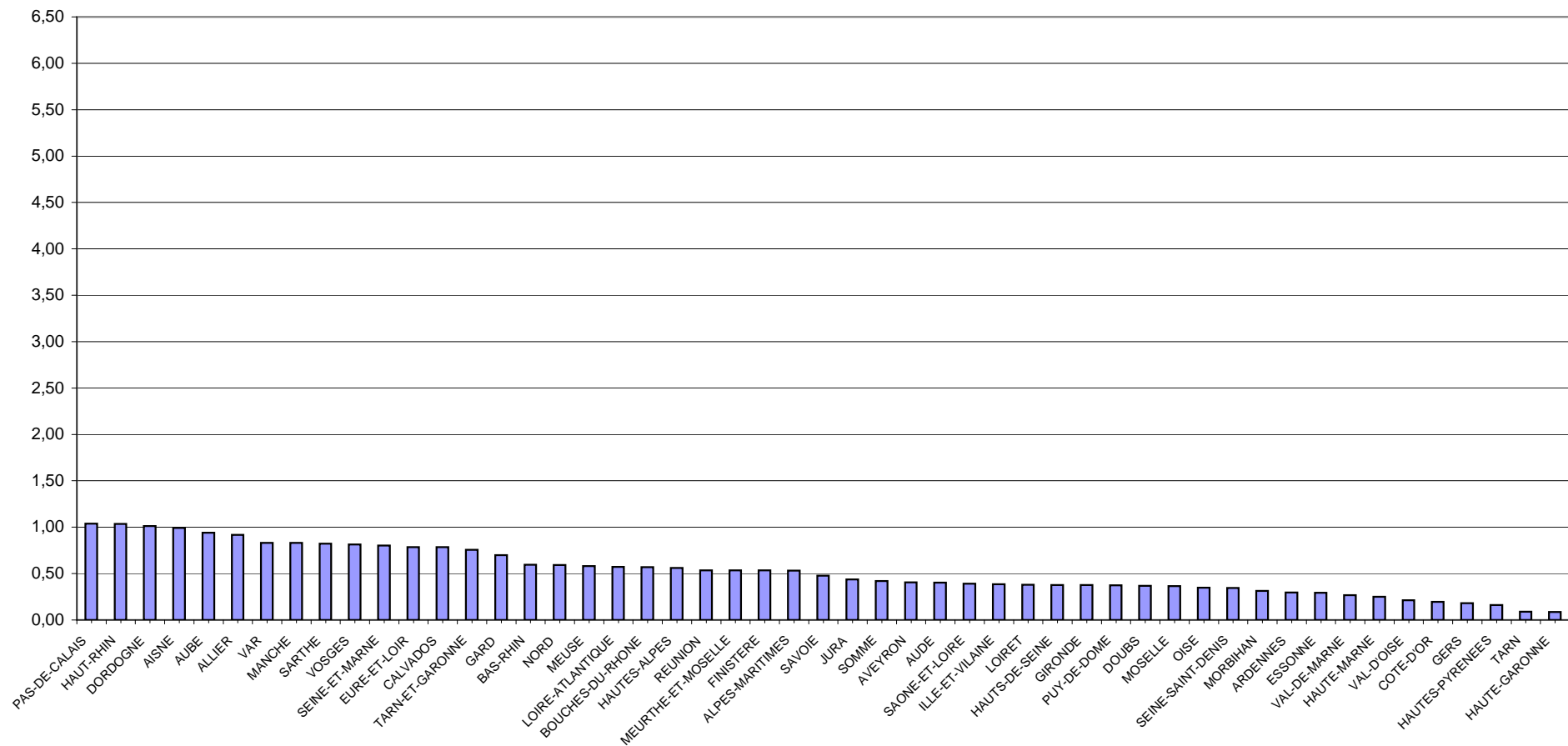
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTS-DE-SEINE	92	539 812	100 986	438 826	3	1 428 881	0,38
GIRONDE	33	485 332	131 282	354 050	12	1 287 334	0,38
PUY-DE-DOME	63	226 017	0	226 017	9	604 266	0,37
DOUBS	25	183 743	0	183 743	13	499 062	0,37
MOSELLE	57	374 877	122 910	251 967	4	1 023 447	0,37
OISE	60	267 622	44 973	222 649	15	766 441	0,35
SEINE-SAINT-DENIS	93	476 496	78 654	397 842	6	1 382 861	0,34
MORBIHAN	56	202 508	10 675	191 833	12	643 873	0,31
ARDENNES	08	85 606	51 503	34 103	3	290 130	0,30
ESSONNE	91	333 116	0	333 116	5	1 134 238	0,29
VAL-DE-MARNE	94	326 806	7 055	319 751	3	1 227 250	0,27
HAUTE-MARNE	52	48 857	41 357	7 500	1	194 873	0,25
VAL-D'OISE	95	236 368	128 406	107 962	12	1 105 464	0,21
COTE-D'OR	21	99 078	9 000	90 078	5	506 755	0,20
GERS	32	31 464	17 401	14 063	3	172 335	0,18
HAUTES-PYRENEES	65	35 516	6 600	28 916	3	222 368	0,16
TARN	81	30 492	0	30 492	2	343 402	0,09
HAUTE-GARONNE	31	88 829	12 000	76 829	5	1 046 338	0,08
		57 167 527	9 274 196	47 893 331	1 079		

**Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales*

**Subventions FISAC
par département en 2011
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC
par département en 2011
(montant par habitant)**



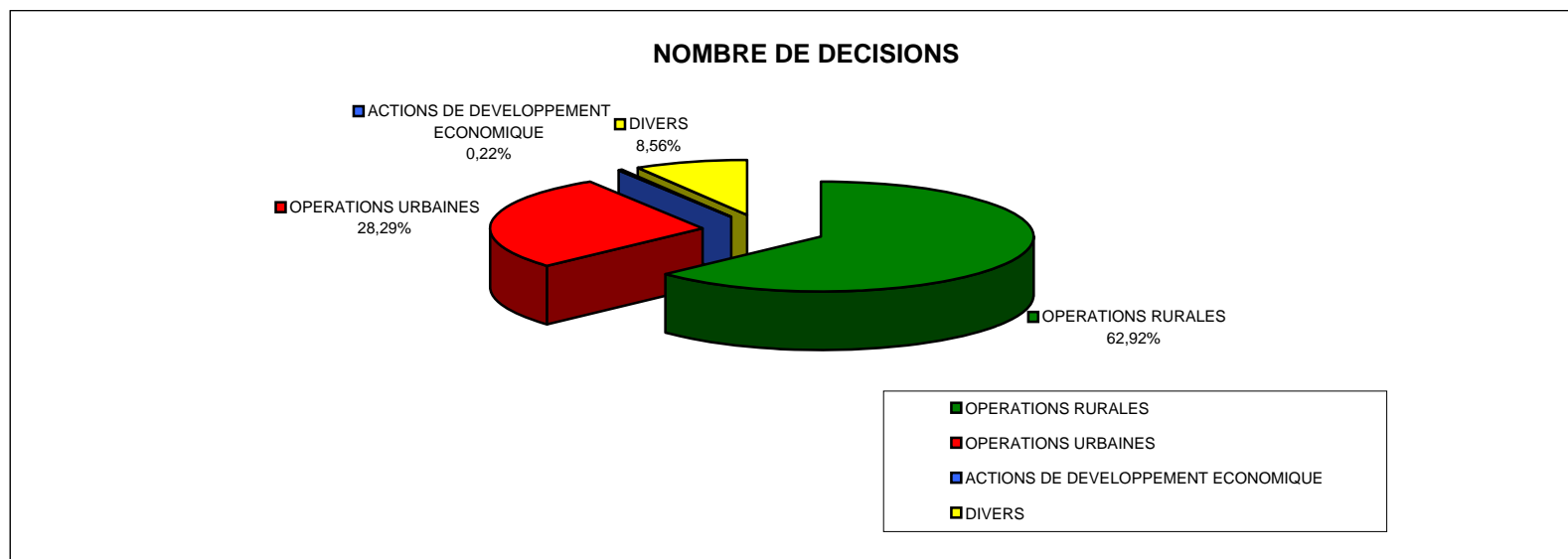
FISAC
Synthèses
1992-2011

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2011
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	9 552	50 602 006	304 297 960	354 899 966
OPERATIONS URBAINES	4 295	148 423 578	325 629 290	474 052 868
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	34	240 962 244	0	240 962 244
DIVERS	1 299	156 589 835	31 353 716	187 943 551
TOTAL	15 180	596 577 663	661 280 966	1 257 858 629

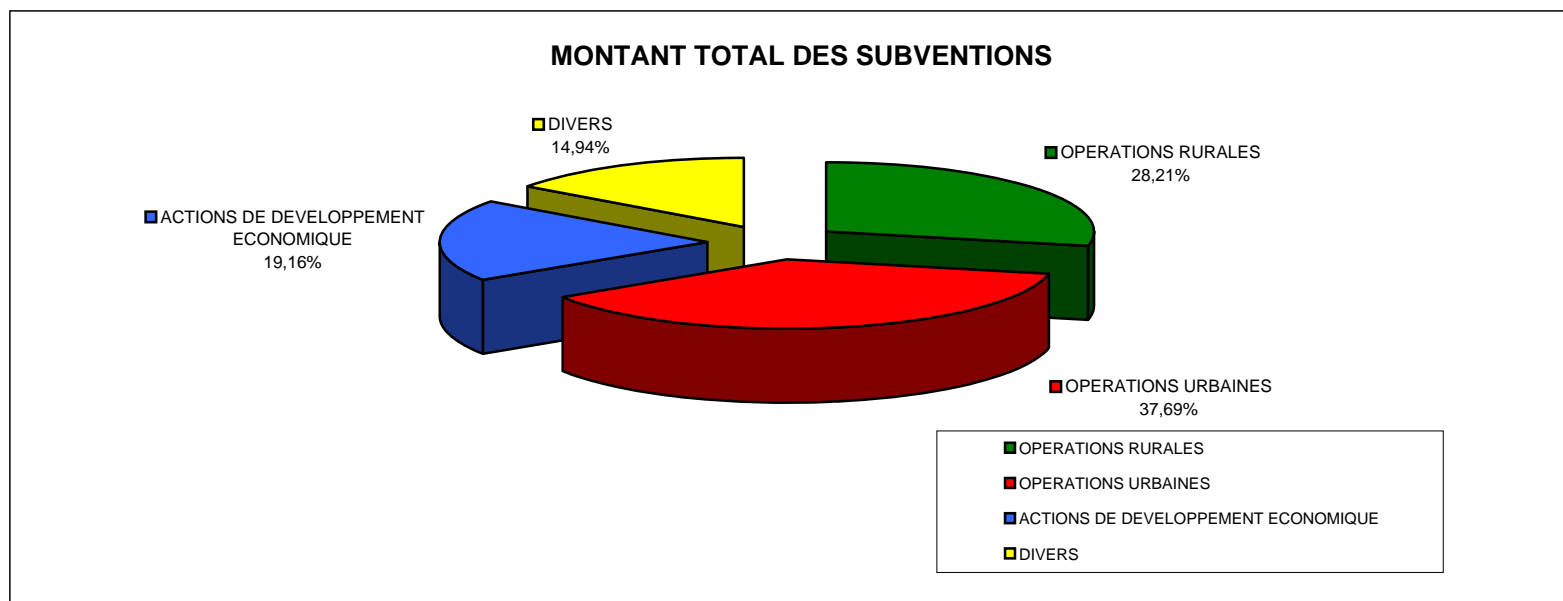
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2011
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	9 552
OPERATIONS URBAINES	4 295
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	34
DIVERS	1 299
TOTAL	15 180



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2011
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	354 899 966
OPERATIONS URBAINES	474 052 868
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	240 962 244
DIVERS	187 943 551
TOTAL	1 257 858 629



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2011**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	135 885 874	0	135 885 874	4 213
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RUR	81 706 867	23 037 874	58 668 993	518
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	19 611 744	192 832	19 418 902	428
HALLES ET MARCHES	5 008 183	47 100	4 961 083	97
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	224 202 281	66 795 512	157 406 769	1 495
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	11 273 611	2 584 457	8 689 154	54
HALLES ET MARCHES	29 556 366	2 149 406	27 406 960	253
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	240 962 244	240 962 244	0	34
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
Divers à partir de 2003				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	88 767 393	88 767 393	0	42
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	28 934 688	28 934 688	0	56
BIENS CULTURELS	4 197 876	290 670	3 907 206	181
ETUDES	6 522 362	6 459 582	62 780	554
ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	1 257 858 663	596 577 663	661 280 956	15 180

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	14 574 870	3 466 310	11 108 560	308	1 734 145	8,40
AQUITAINE	77 249 325	19 848 277	57 401 048	1 246	2 908 359	26,56
AUVERGNE	24 924 890	7 967 367	16 957 523	572	1 308 878	19,04
BASSE-NORMANDIE	25 583 417	4 019 709	21 563 708	639	1 422 193	17,99
BOURGOGNE	19 834 940	3 731 092	16 103 848	568	1 610 067	12,32
BRETAGNE	67 923 986	18 178 234	49 745 752	1 119	2 906 197	23,37
CENTRE	53 184 578	12 792 265	40 392 313	789	2 440 329	21,79
CHAMPAGNE-ARDENNE	30 017 201	9 654 833	20 362 368	346	1 342 363	22,36
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
FRANCHE-COMTE	26 848 352	6 727 048	20 121 304	674	1 117 059	24,03
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
HAUTE-NORMANDIE	26 099 335	5 041 005	21 058 330	443	1 780 192	14,66
ILE-DE-FRANCE	72 713 445	14 589 205	58 124 240	911	10 952 011	6,64
LANGUEDOC-ROUSSILLON	40 376 481	6 330 151	34 046 330	515	2 295 648	17,59
LIMOUSIN	24 822 240	5 560 338	19 261 902	464	710 939	34,91
LORRAINE	29 907 084	8 456 230	21 450 854	354	2 310 376	12,94
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
MIDI-PYRENEES	31 870 394	9 025 547	22 844 847	733	2 551 687	12,49
NORD-PAS-DE-CALAIS	31 739 990	10 976 068	20 763 922	658	3 996 588	7,94
PAYS-DE-LA-LOIRE	36 568 326	6 155 130	30 413 196	772	3 222 061	11,35
PICARDIE	11 430 082	2 517 913	8 912 169	270	1 857 481	6,15
POITOU-CHARENTES	45 865 109	6 427 583	39 437 526	1 078	1 640 068	27,97
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	43 230 331	16 400 535	26 829 796	547	4 506 151	9,59
REUNION	2 524 871	847 471	1 677 400	18	705 100	3,58
RHONE-ALPES	122 972 004	37 113 357	85 858 647	1 884	5 645 407	21,78
TOTAL	866 053 699	218 605 214	647 448 485	14 977		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

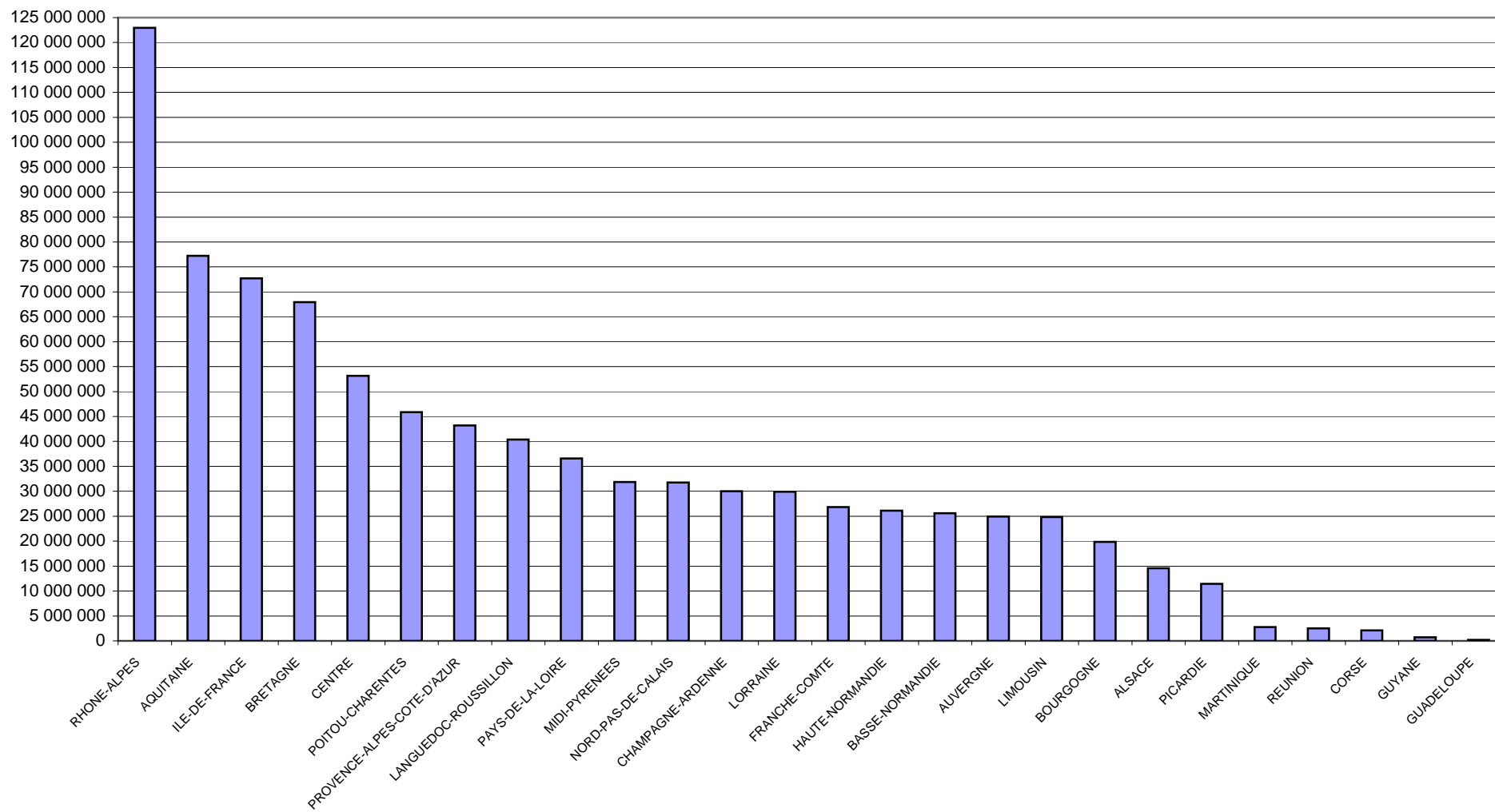
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	122 972 004	37 113 357	85 858 647	1 884	5 645 407	21,78
AQUITAINE	77 249 325	19 848 277	57 401 048	1 246	2 908 359	26,56
ILE-DE-FRANCE	72 713 445	14 589 205	58 124 240	911	10 952 011	6,64
BRETAGNE	67 923 986	18 178 234	49 745 752	1 119	2 906 197	23,37
CENTRE	53 184 578	12 792 265	40 392 313	789	2 440 329	21,79
POITOU-CHARENTES	45 865 109	6 427 583	39 437 526	1 078	1 640 068	27,97
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	43 230 331	16 400 535	26 829 796	547	4 506 151	9,59
LANGUEDOC-ROUSSILLON	40 376 481	6 330 151	34 046 330	515	2 295 648	17,59
PAYS-DE-LA-LOIRE	36 568 326	6 155 130	30 413 196	772	3 222 061	11,35
MIDI-PYRENEES	31 870 394	9 025 547	22 844 847	733	2 551 687	12,49
NORD-PAS-DE-CALAIS	31 739 990	10 976 068	20 763 922	658	3 996 588	7,94
CHAMPAGNE-ARDENNE	30 017 201	9 654 833	20 362 368	346	1 342 363	22,36
LORRAINE	29 907 084	8 456 230	21 450 854	354	2 310 376	12,94
FRANCHE-COMTE	26 848 352	6 727 048	20 121 304	674	1 117 059	24,03
HAUTE-NORMANDIE	26 099 335	5 041 005	21 058 330	443	1 780 192	14,66
BASSE-NORMANDIE	25 583 417	4 019 709	21 563 708	639	1 422 193	17,99
AUVERGNE	24 924 890	7 967 367	16 957 523	572	1 308 878	19,04
LIMOUSIN	24 822 240	5 560 338	19 261 902	464	710 939	34,91
BOURGOGNE	19 834 940	3 731 092	16 103 848	568	1 610 067	12,32
ALSACE	14 574 870	3 466 310	11 108 560	308	1 734 145	8,40
PICARDIE	11 430 082	2 517 913	8 912 169	270	1 857 481	6,15
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
REUNION	2 524 871	847 471	1 677 400	18	705 100	3,58
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL	866 053 699	218 605 214	647 448 485	14 977		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région de 1992 à 2011
(en euros)**

en €



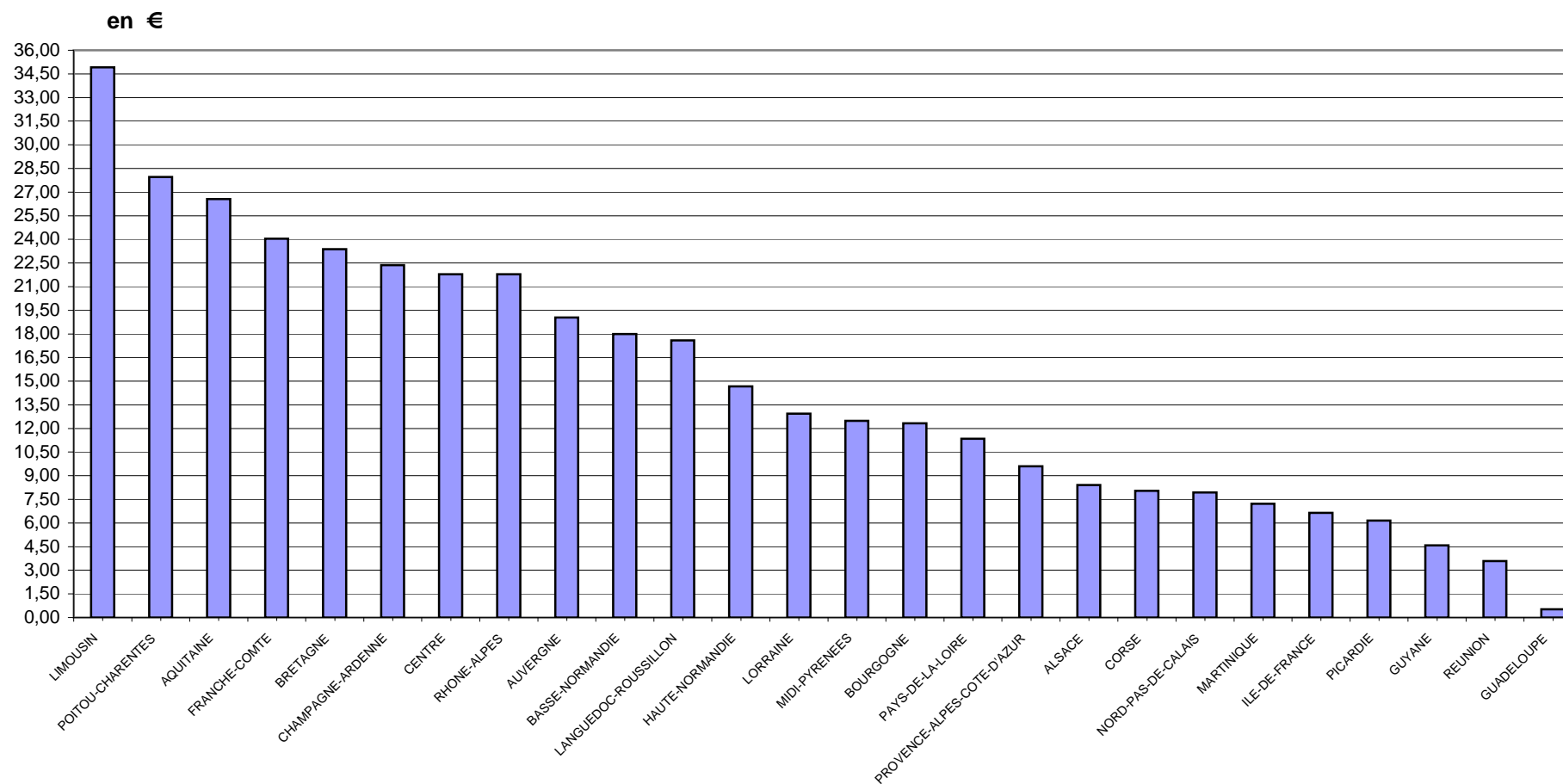
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	24 822 240	5 560 338	19 261 902	464	710 939	34,91
POITOU-CHARENTES	45 865 109	6 427 583	39 437 526	1 078	1 640 068	27,97
AQUITAINE	77 249 325	19 848 277	57 401 048	1 246	2 908 359	26,56
FRANCHE-COMTE	26 848 352	6 727 048	20 121 304	674	1 117 059	24,03
BRETAGNE	67 923 986	18 178 234	49 745 752	1 119	2 906 197	23,37
CHAMPAGNE-ARDENNE	30 017 201	9 654 833	20 362 368	346	1 342 363	22,36
CENTRE	53 184 578	12 792 265	40 392 313	789	2 440 329	21,79
RHONE-ALPES	122 972 004	37 113 357	85 858 647	1 884	5 645 407	21,78
AUVERGNE	24 924 890	7 967 367	16 957 523	572	1 308 878	19,04
BASSE-NORMANDIE	25 583 417	4 019 709	21 563 708	639	1 422 193	17,99
LANGUEDOC-ROUSSILLON	40 376 481	6 330 151	34 046 330	515	2 295 648	17,59
HAUTE-NORMANDIE	26 099 335	5 041 005	21 058 330	443	1 780 192	14,66
LORRAINE	29 907 084	8 456 230	21 450 854	354	2 310 376	12,94
MIDI-PYRENEES	31 870 394	9 025 547	22 844 847	733	2 551 687	12,49
BOURGOGNE	19 834 940	3 731 092	16 103 848	568	1 610 067	12,32
PAYS-DE-LA-LOIRE	36 568 326	6 155 130	30 413 196	772	3 222 061	11,35
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	43 230 331	16 400 535	26 829 796	547	4 506 151	9,59
ALSACE	14 574 870	3 466 310	11 108 560	308	1 734 145	8,40
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
NORD-PAS-DE-CALAIS	31 739 990	10 976 068	20 763 922	658	3 996 588	7,94
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
ILE-DE-FRANCE	72 713 445	14 589 205	58 124 240	911	10 952 011	6,64
PICARDIE	11 430 082	2 517 913	8 912 169	270	1 857 481	6,15
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
REUNION	2 524 871	847 471	1 677 400	18	705 100	3,58
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL	866 053 699	218 605 214	647 448 485	14 977		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

Subventions FISAC par région de 1992 à 2011 (montant par habitant)



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	14 065 729	2 414 223	11 651 506	344	515 270	27,30
AISNE	02	5 261 417	1 048 235	4 213 182	100	535 842	9,82
ALLIER	03	4 776 640	846 411	3 930 229	76	344 721	13,86
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 984 631	629 790	1 354 841	68	139 561	14,22
HAUTES-ALPES	05	2 742 495	1 075 910	1 666 585	57	121 419	22,59
ALPES-MARITIMES	06	7 727 244	3 105 297	4 621 947	86	1 011 326	7,64
ARDECHE	07	16 425 287	3 470 233	12 955 054	314	286 023	57,43
ARDENNES	08	7 228 202	2 354 361	4 873 841	93	290 130	24,91
ARIEGE	09	4 925 014	1 950 916	2 974 098	75	137 205	35,90
AUBE	10	4 584 558	1 615 610	2 968 948	59	292 131	15,69
AUDE	11	3 963 124	925 537	3 037 587	98	309 770	12,79
AVEYRON	12	6 012 888	1 187 549	4 825 339	140	263 808	22,79
BOUCHES-DU-RHONE	13	11 680 817	5 132 725	6 548 092	120	1 835 719	6,36
CALVADOS	14	10 260 219	1 892 446	8 367 773	188	648 385	15,82
CANTAL	15	3 290 727	618 444	2 672 283	157	150 778	21,82
CHARENTE	16	9 696 316	1 551 071	8 145 245	241	339 628	28,55
CHARENTE-MARITIME	17	17 544 482	2 183 090	15 361 392	380	557 024	31,50
CHER	18	5 284 403	996 293	4 288 110	86	314 428	16,81
CORREZE	19	9 240 255	2 001 937	7 238 318	171	232 576	39,73
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
COTE-D'OR	21	7 033 658	1 611 307	5 422 351	154	506 755	13,88
COTES-D'ARMOR	22	10 654 659	2 674 771	7 979 888	214	542 373	19,64
CREUSE	23	7 367 789	1 585 127	5 782 662	130	124 470	59,19
DORDOGNE	24	13 452 516	2 403 202	11 049 314	296	388 293	34,65
DOUBS	25	9 617 040	1 957 275	7 659 765	270	499 062	19,27
DROME	26	18 263 003	7 652 503	10 610 500	250	437 778	41,72
EURE	27	10 074 475	1 484 779	8 589 696	173	541 054	18,62
EURE-ET-LOIR	28	7 246 232	2 136 393	5 109 839	106	407 665	17,77
FINISTERE	29	20 132 779	5 918 352	14 214 427	289	852 418	23,62

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	8 199 431	2 487 864	5 711 567	112	623 125	13,16
HAUTE-GARONNE	31	4 244 572	1 516 478	2 728 094	96	1 046 338	4,06
GERS	32	3 387 013	1 757 783	1 629 230	65	172 335	19,65
GIRONDE	33	21 251 095	6 140 837	15 110 258	278	1 287 334	16,51
HERAULT	34	9 112 419	1 133 303	7 979 116	140	896 441	10,17
ILLE-ET-VILAINE	35	20 272 122	4 869 206	15 402 916	330	867 533	23,37
INDRE	36	7 011 406	1 450 756	5 560 650	124	231 139	30,33
INDRE-ET-LOIRE	37	13 313 774	3 143 588	10 170 186	186	554 003	24,03
ISERE	38	16 901 584	6 238 459	10 663 125	282	1 094 006	15,45
JURA	39	8 034 516	1 667 906	6 366 610	185	250 857	32,03
LANDES	40	13 709 723	4 445 607	9 264 116	235	327 334	41,88
LOIR-ET-CHER	41	9 315 875	1 842 362	7 473 513	158	314 968	29,58
LOIRE	42	15 638 667	5 105 887	10 532 780	177	728 524	21,47
HAUTE-LOIRE	43	6 747 690	1 375 969	5 371 721	183	209 113	32,27
LOIRE-ATLANTIQUE	44	8 640 698	1 768 734	6 871 964	133	1 134 266	7,62
LOIRET	45	10 519 518	2 762 254	7 757 264	121	618 126	17,02
LOT	46	3 750 876	310 998	3 439 878	93	160 197	23,41
LOT-ET-GARONNE	47	10 748 334	2 374 456	8 373 878	186	305 380	35,20
LOZERE	48	1 690 937	377 720	1 313 217	38	73 509	23,00
MAINE-ET-LOIRE	49	8 414 800	1 553 828	6 860 972	185	732 942	11,48
MANCHE	50	6 274 930	682 754	5 592 176	175	481 471	13,03
MARNE	51	15 129 545	7 645 322	7 484 223	114	565 229	26,77
HAUTE-MARNE	52	6 474 896	1 639 540	4 835 356	80	194 873	33,23
MAYENNE	53	4 452 034	561 268	3 890 766	125	285 338	15,60
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	9 889 653	3 524 488	6 365 165	119	713 779	13,86
MEUSE	55	4 612 149	962 378	3 649 771	72	192 198	24,00
MORBIHAN	56	15 941 189	3 794 641	12 146 548	283	643 873	24,76
MOSELLE	57	9 904 296	2 886 167	7 018 129	99	1 023 447	9,68
NIEVRE	58	3 917 971	840 604	3 077 367	109	225 198	17,40
NORD	59	14 219 197	5 765 051	8 454 146	237	2 555 020	5,57
OISE	60	4 254 951	996 276	3 258 675	114	766 441	5,55

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	8 489 184	1 078 632	7 410 552	273	292 337	29,04
PAS-DE-CALAIS	62	17 470 792	5 211 017	12 259 775	421	1 441 568	12,12
PUY-DE-DOME	63	6 511 975	2 283 040	4 228 935	136	604 266	10,78
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	18 004 888	4 401 406	13 603 482	226	600 018	30,01
HAUTES-PYRENEES	65	3 141 447	622 085	2 519 362	56	222 368	14,13
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 103 338	1 105 813	3 997 525	120	392 803	12,99
BAS-RHIN	67	8 127 642	2 450 879	5 676 763	161	1 026 120	7,92
HAUT-RHIN	68	6 416 978	985 181	5 431 797	145	708 025	9,06
RHONE	69	18 435 975	6 344 488	12 091 487	255	1 578 869	11,68
HAUTE-SAONE	70	8 213 087	2 087 914	6 125 173	185	229 732	35,75
SAONE-ET-LOIRE	71	4 932 353	786 861	4 145 492	161	544 893	9,05
SARTHE	72	5 230 945	489 149	4 741 796	149	529 851	9,87
SAVOIE	73	10 229 194	2 957 043	7 272 151	112	373 258	27,41
HAUTE-SAVOIE	74	11 197 443	2 915 280	8 282 163	150	631 679	17,73
PARIS	75	1 105 415	450 693	654 722	21	2 125 246	0,52
SEINE-MARITIME	76	16 024 860	3 556 226	12 468 634	270	1 239 138	12,93
SEINE-ET-MARNE	77	12 612 240	2 383 715	10 228 525	211	1 193 767	10,57
YVELINES	78	12 149 132	2 271 312	9 877 820	141	1 354 304	8,97
DEUX-SEVRES	79	9 073 254	1 491 602	7 581 652	191	344 392	26,35
SOMME	80	1 913 715	473 402	1 440 313	56	555 551	3,44
TARN	81	4 188 152	1 056 243	3 131 909	130	343 402	12,20
TARN-ET-GARONNE	82	2 145 732	548 795	1 596 937	69	206 034	10,41
VAR	83	11 035 138	3 938 081	7 097 057	128	898 441	12,28
VAUCLUSE	84	7 969 167	2 427 796	5 541 371	87	499 685	15,95
VENDEE	85	9 644 831	1 597 133	8 047 698	175	539 664	17,87
VIENNE	86	9 314 597	1 118 009	8 196 588	264	399 024	23,34
HAUTE-VIENNE	87	7 883 472	1 632 550	6 250 922	161	353 893	22,28
VOSGES	88	5 347 248	929 377	4 417 871	62	380 952	14,04
YONNE	89	5 016 920	824 391	4 192 529	143	333 221	15,06
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	137 408	12,62
ESSONNE	91	9 118 708	1 249 743	7 868 965	123	1 134 238	8,04

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTS-DE-SEINE	92	11 115 729	3 396 378	7 719 351	88	1 428 881	7,78
SEINE-SAINT-DENIS	93	8 058 032	1 241 841	6 816 191	97	1 382 861	5,83
VAL-DE-MARNE	94	8 088 155	1 366 865	6 721 290	71	1 227 250	6,59
VAL-D'OISE	95	10 310 275	2 072 779	8 237 496	155	1 105 464	9,33
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
REUNION	974	2 600 371	888 521	1 711 850	19	706 300	3,68
TOTAL		850 302 003	216 223 994	634 078 009	14 882		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	21 251 095	6 140 837	15 110 258	278	1 287 334	16,51
ILLE-ET-VILAINE	35	20 272 122	4 869 206	15 402 916	330	867 533	23,37
FINISTERE	29	20 132 779	5 918 352	14 214 427	289	852 418	23,62
RHONE	69	18 435 975	6 344 488	12 091 487	255	1 578 869	11,68
DROME	26	18 263 003	7 652 503	10 610 500	250	437 778	41,72
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	18 004 888	4 401 406	13 603 482	226	600 018	30,01
CHARENTE-MARITIME	17	17 544 482	2 183 090	15 361 392	380	557 024	31,50
PAS-DE-CALAIS	62	17 470 792	5 211 017	12 259 775	421	1 441 568	12,12
ISERE	38	16 901 584	6 238 459	10 663 125	282	1 094 006	15,45
ARDECHE	07	16 425 287	3 470 233	12 955 054	314	286 023	57,43
SEINE-MARITIME	76	16 024 860	3 556 226	12 468 634	270	1 239 138	12,93
MORBIHAN	56	15 941 189	3 794 641	12 146 548	283	643 873	24,76
LOIRE	42	15 638 667	5 105 887	10 532 780	177	728 524	21,47
MARNE	51	15 129 545	7 645 322	7 484 223	114	565 229	26,77
NORD	59	14 219 197	5 765 051	8 454 146	237	2 555 020	5,57
AIN	01	14 065 729	2 414 223	11 651 506	344	515 270	27,30
LANDES	40	13 709 723	4 445 607	9 264 116	235	327 334	41,88
DORDOGNE	24	13 452 516	2 403 202	11 049 314	296	388 293	34,65
INDRE-ET-LOIRE	37	13 313 774	3 143 588	10 170 186	186	554 003	24,03
SEINE-ET-MARNE	77	12 612 240	2 383 715	10 228 525	211	1 193 767	10,57
YVELINES	78	12 149 132	2 271 312	9 877 820	141	1 354 304	8,97
BOUCHES-DU-RHONE	13	11 680 817	5 132 725	6 548 092	120	1 835 719	6,36
HAUTE-SAVOIE	74	11 197 443	2 915 280	8 282 163	150	631 679	17,73
HAUTS-DE-SEINE	92	11 115 729	3 396 378	7 719 351	88	1 428 881	7,78
VAR	83	11 035 138	3 938 081	7 097 057	128	898 441	12,28
LOT-ET-GARONNE	47	10 748 334	2 374 456	8 373 878	186	305 380	35,20
COTES-D'ARMOR	22	10 654 659	2 674 771	7 979 888	214	542 373	19,64
LOIRET	45	10 519 518	2 762 254	7 757 264	121	618 126	17,02
VAL-D'OISE	95	10 310 275	2 072 779	8 237 496	155	1 105 464	9,33
CALVADOS	14	10 260 219	1 892 446	8 367 773	188	648 385	15,82
SAVOIE	73	10 229 194	2 957 043	7 272 151	112	373 258	27,41

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
EURE	27	10 074 475	1 484 779	8 589 696	173	541 054	18,62
MOSELLE	57	9 904 296	2 886 167	7 018 129	99	1 023 447	9,68
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	9 889 653	3 524 488	6 365 165	119	713 779	13,86
CHARENTE	16	9 696 316	1 551 071	8 145 245	241	339 628	28,55
VENDEE	85	9 644 831	1 597 133	8 047 698	175	539 664	17,87
DOUBS	25	9 617 040	1 957 275	7 659 765	270	499 062	19,27
LOIR-ET-CHER	41	9 315 875	1 842 362	7 473 513	158	314 968	29,58
VIENNE	86	9 314 597	1 118 009	8 196 588	264	399 024	23,34
CORREZE	19	9 240 255	2 001 937	7 238 318	171	232 576	39,73
ESSONNE	91	9 118 708	1 249 743	7 868 965	123	1 134 238	8,04
HERAULT	34	9 112 419	1 133 303	7 979 116	140	896 441	10,17
DEUX-SEVRES	79	9 073 254	1 491 602	7 581 652	191	344 392	26,35
LOIRE-ATLANTIQUE	44	8 640 698	1 768 734	6 871 964	133	1 134 266	7,62
ORNE	61	8 489 184	1 078 632	7 410 552	273	292 337	29,04
MAINE-ET-LOIRE	49	8 414 800	1 553 828	6 860 972	185	732 942	11,48
HAUTE-SAONE	70	8 213 087	2 087 914	6 125 173	185	229 732	35,75
GARD	30	8 199 431	2 487 864	5 711 567	112	623 125	13,16
BAS-RHIN	67	8 127 642	2 450 879	5 676 763	161	1 026 120	7,92
VAL-DE-MARNE	94	8 088 155	1 366 865	6 721 290	71	1 227 250	6,59
SEINE-SAINT-DENIS	93	8 058 032	1 241 841	6 816 191	97	1 382 861	5,83
JURA	39	8 034 516	1 667 906	6 366 610	185	250 857	32,03
VAUCLUSE	84	7 969 167	2 427 796	5 541 371	87	499 685	15,95
HAUTE-VIENNE	87	7 883 472	1 632 550	6 250 922	161	353 893	22,28
ALPES-MARITIMES	06	7 727 244	3 105 297	4 621 947	86	1 011 326	7,64
CREUSE	23	7 367 789	1 585 127	5 782 662	130	124 470	59,19
EURE-ET-LOIR	28	7 246 232	2 136 393	5 109 839	106	407 665	17,77
ARDENNES	08	7 228 202	2 354 361	4 873 841	93	290 130	24,91
COTE-D'OR	21	7 033 658	1 611 307	5 422 351	154	506 755	13,88
INDRE	36	7 011 406	1 450 756	5 560 650	124	231 139	30,33
HAUTE-LOIRE	43	6 747 690	1 375 969	5 371 721	183	209 113	32,27

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PUY-DE-DOME	63	6 511 975	2 283 040	4 228 935	136	604 266	10,78
HAUTE-MARNE	52	6 474 896	1 639 540	4 835 356	80	194 873	33,23
HAUT-RHIN	68	6 416 978	985 181	5 431 797	145	708 025	9,06
MANCHE	50	6 274 930	682 754	5 592 176	175	481 471	13,03
AVEYRON	12	6 012 888	1 187 549	4 825 339	140	263 808	22,79
VOSGES	88	5 347 248	929 377	4 417 871	62	380 952	14,04
CHER	18	5 284 403	996 293	4 288 110	86	314 428	16,81
AISNE	02	5 261 417	1 048 235	4 213 182	100	535 842	9,82
SARTHE	72	5 230 945	489 149	4 741 796	149	529 851	9,87
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 103 338	1 105 813	3 997 525	120	392 803	12,99
YONNE	89	5 016 920	824 391	4 192 529	143	333 221	15,06
SAONE-ET-LOIRE	71	4 932 353	786 861	4 145 492	161	544 893	9,05
ARIEGE	09	4 925 014	1 950 916	2 974 098	75	137 205	35,90
ALLIER	03	4 776 640	846 411	3 930 229	76	344 721	13,86
MEUSE	55	4 612 149	962 378	3 649 771	72	192 198	24,00
AUBE	10	4 584 558	1 615 610	2 968 948	59	292 131	15,69
MAYENNE	53	4 452 034	561 268	3 890 766	125	285 338	15,60
OISE	60	4 254 951	996 276	3 258 675	114	766 441	5,55
HAUTE-GARONNE	31	4 244 572	1 516 478	2 728 094	96	1 046 338	4,06
TARN	81	4 188 152	1 056 243	3 131 909	130	343 402	12,20
AUDE	11	3 963 124	925 537	3 037 587	98	309 770	12,79
NIEVRE	58	3 917 971	840 604	3 077 367	109	225 198	17,40
LOT	46	3 750 876	310 998	3 439 878	93	160 197	23,41
GERS	32	3 387 013	1 757 783	1 629 230	65	172 335	19,65
CANTAL	15	3 290 727	618 444	2 672 283	157	150 778	21,82
HAUTES-PYRENEES	65	3 141 447	622 085	2 519 362	56	222 368	14,13
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
HAUTES-ALPES	05	2 742 495	1 075 910	1 666 585	57	121 419	22,59
REUNION	974	2 600 371	888 521	1 711 850	19	706 300	3,68
TARN-ET-GARONNE	82	2 145 732	548 795	1 596 937	69	206 034	10,41

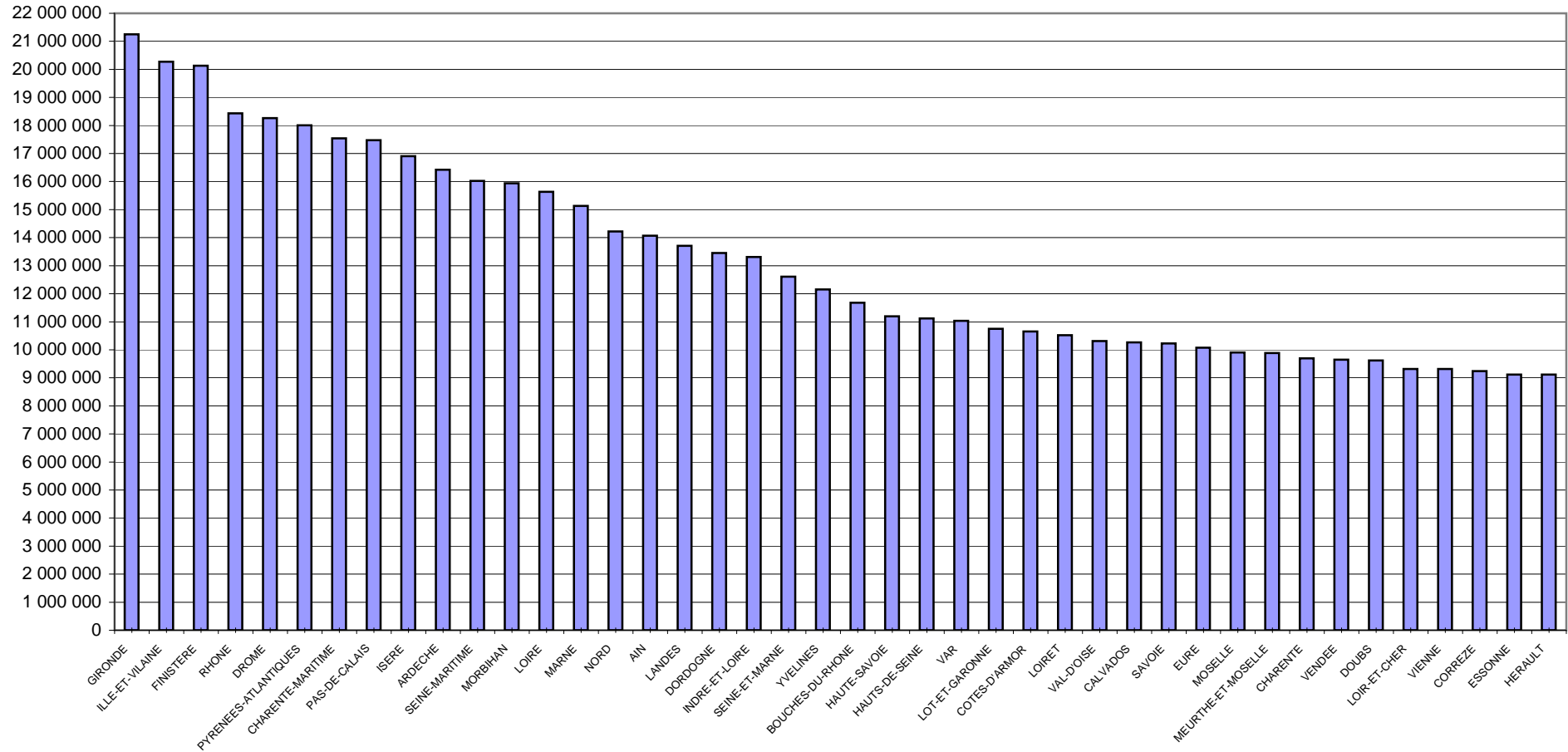
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 984 631	629 790	1 354 841	68	139 561	14,22
SOMME	80	1 913 715	473 402	1 440 313	56	555 551	3,44
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	137 408	12,62
LOZERE	48	1 690 937	377 720	1 313 217	38	73 509	23,00
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
PARIS	75	1 105 415	450 693	654 722	21	2 125 246	0,52
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL		850 302 003	216 223 994	634 078 009	14 882		

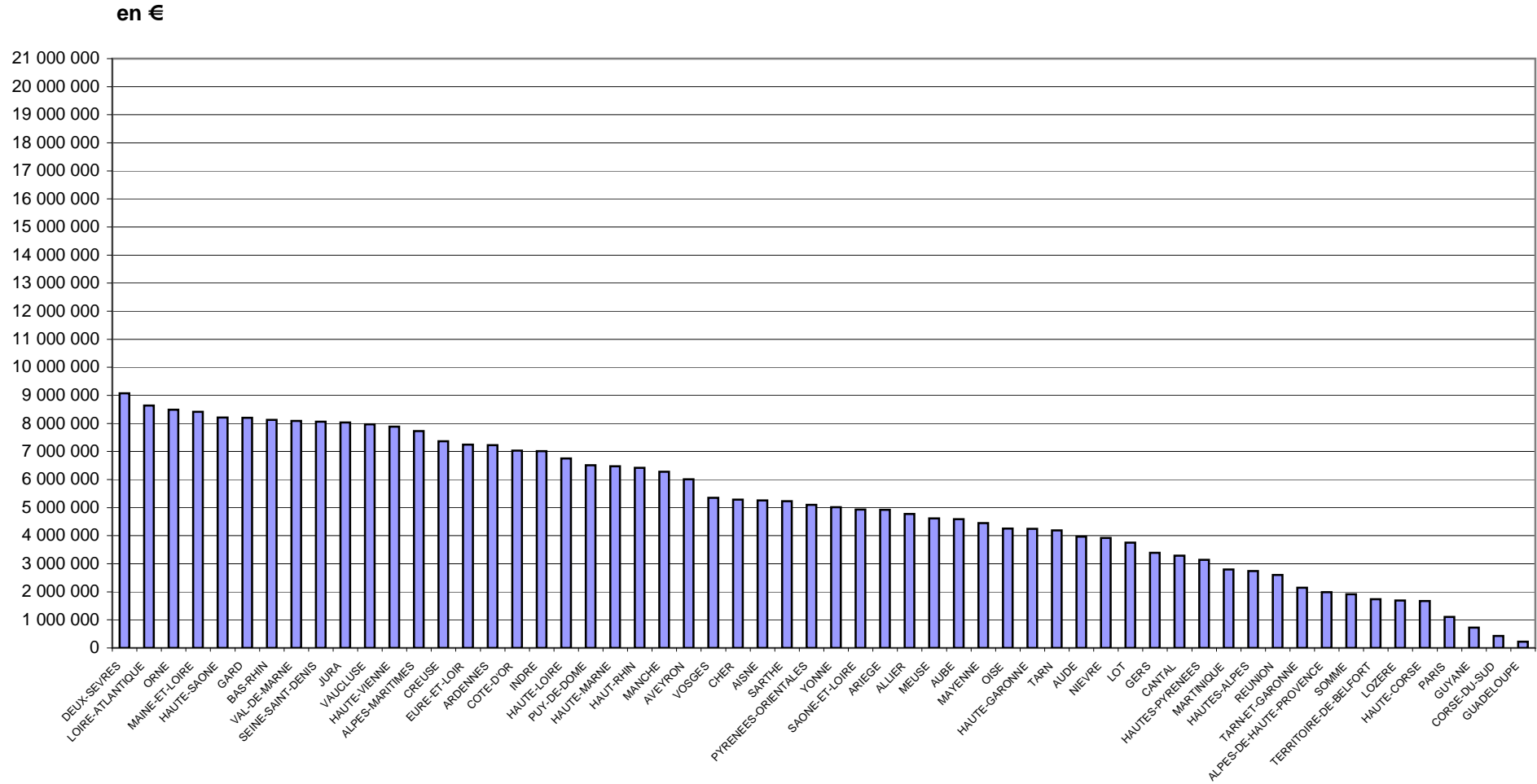
(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2011
(en euros)**

en €



**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2011
(en euros)**



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	7 367 789	1 585 127	5 782 662	130	124 470	59,19
ARDECHE	07	16 425 287	3 470 233	12 955 054	314	286 023	57,43
LANDES	40	13 709 723	4 445 607	9 264 116	235	327 334	41,88
DROME	26	18 263 003	7 652 503	10 610 500	250	437 778	41,72
CORREZE	19	9 240 255	2 001 937	7 238 318	171	232 576	39,73
ARIEGE	09	4 925 014	1 950 916	2 974 098	75	137 205	35,90
HAUTE-SAONE	70	8 213 087	2 087 914	6 125 173	185	229 732	35,75
LOT-ET-GARONNE	47	10 748 334	2 374 456	8 373 878	186	305 380	35,20
DORDOGNE	24	13 452 516	2 403 202	11 049 314	296	388 293	34,65
HAUTE-MARNE	52	6 474 896	1 639 540	4 835 356	80	194 873	33,23
HAUTE-LOIRE	43	6 747 690	1 375 969	5 371 721	183	209 113	32,27
JURA	39	8 034 516	1 667 906	6 366 610	185	250 857	32,03
CHARENTE-MARITIME	17	17 544 482	2 183 090	15 361 392	380	557 024	31,50
INDRE	36	7 011 406	1 450 756	5 560 650	124	231 139	30,33
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	18 004 888	4 401 406	13 603 482	226	600 018	30,01
LOIR-ET-CHER	41	9 315 875	1 842 362	7 473 513	158	314 968	29,58
ORNE	61	8 489 184	1 078 632	7 410 552	273	292 337	29,04
CHARENTE	16	9 696 316	1 551 071	8 145 245	241	339 628	28,55
SAVOIE	73	10 229 194	2 957 043	7 272 151	112	373 258	27,41
AIN	01	14 065 729	2 414 223	11 651 506	344	515 270	27,30
MARNE	51	15 129 545	7 645 322	7 484 223	114	565 229	26,77
DEUX-SEVRES	79	9 073 254	1 491 602	7 581 652	191	344 392	26,35
ARDENNES	08	7 228 202	2 354 361	4 873 841	93	290 130	24,91
MORBIHAN	56	15 941 189	3 794 641	12 146 548	283	643 873	24,76
INDRE-ET-LOIRE	37	13 313 774	3 143 588	10 170 186	186	554 003	24,03
MEUSE	55	4 612 149	962 378	3 649 771	72	192 198	24,00
FINISTERE	29	20 132 779	5 918 352	14 214 427	289	852 418	23,62
LOT	46	3 750 876	310 998	3 439 878	93	160 197	23,41
ILLE-ET-VILAINE	35	20 272 122	4 869 206	15 402 916	330	867 533	23,37
VIENNE	86	9 314 597	1 118 009	8 196 588	264	399 024	23,34
LOZERE	48	1 690 937	377 720	1 313 217	38	73 509	23,00

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AVEYRON	12	6 012 888	1 187 549	4 825 339	140	263 808	22,79
HAUTES-ALPES	05	2 742 495	1 075 910	1 666 585	57	121 419	22,59
HAUTE-VIENNE	87	7 883 472	1 632 550	6 250 922	161	353 893	22,28
CANTAL	15	3 290 727	618 444	2 672 283	157	150 778	21,82
LOIRE	42	15 638 667	5 105 887	10 532 780	177	728 524	21,47
GERS	32	3 387 013	1 757 783	1 629 230	65	172 335	19,65
COTES-D'ARMOR	22	10 654 659	2 674 771	7 979 888	214	542 373	19,64
DOUBS	25	9 617 040	1 957 275	7 659 765	270	499 062	19,27
EURE	27	10 074 475	1 484 779	8 589 696	173	541 054	18,62
VENDEE	85	9 644 831	1 597 133	8 047 698	175	539 664	17,87
EURE-ET-LOIR	28	7 246 232	2 136 393	5 109 839	106	407 665	17,77
HAUTE-SAVOIE	74	11 197 443	2 915 280	8 282 163	150	631 679	17,73
NIEVRE	58	3 917 971	840 604	3 077 367	109	225 198	17,40
LOIRET	45	10 519 518	2 762 254	7 757 264	121	618 126	17,02
CHER	18	5 284 403	996 293	4 288 110	86	314 428	16,81
GIRONDE	33	21 251 095	6 140 837	15 110 258	278	1 287 334	16,51
VAUCLUSE	84	7 969 167	2 427 796	5 541 371	87	499 685	15,95
CALVADOS	14	10 260 219	1 892 446	8 367 773	188	648 385	15,82
AUBE	10	4 584 558	1 615 610	2 968 948	59	292 131	15,69
MAYENNE	53	4 452 034	561 268	3 890 766	125	285 338	15,60
ISERE	38	16 901 584	6 238 459	10 663 125	282	1 094 006	15,45
YONNE	89	5 016 920	824 391	4 192 529	143	333 221	15,06
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 984 631	629 790	1 354 841	68	139 561	14,22
HAUTES-PYRENEES	65	3 141 447	622 085	2 519 362	56	222 368	14,13
VOSGES	88	5 347 248	929 377	4 417 871	62	380 952	14,04
COTE-D'OR	21	7 033 658	1 611 307	5 422 351	154	506 755	13,88
ALLIER	03	4 776 640	846 411	3 930 229	76	344 721	13,86
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	9 889 653	3 524 488	6 365 165	119	713 779	13,86
GARD	30	8 199 431	2 487 864	5 711 567	112	623 125	13,16
MANCHE	50	6 274 930	682 754	5 592 176	175	481 471	13,03
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 103 338	1 105 813	3 997 525	120	392 803	12,99

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SEINE-MARITIME	76	16 024 860	3 556 226	12 468 634	270	1 239 138	12,93
AUDE	11	3 963 124	925 537	3 037 587	98	309 770	12,79
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	137 408	12,62
VAR	83	11 035 138	3 938 081	7 097 057	128	898 441	12,28
TARN	81	4 188 152	1 056 243	3 131 909	130	343 402	12,20
PAS-DE-CALAIS	62	17 470 792	5 211 017	12 259 775	421	1 441 568	12,12
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
RHONE	69	18 435 975	6 344 488	12 091 487	255	1 578 869	11,68
MAINE-ET-LOIRE	49	8 414 800	1 553 828	6 860 972	185	732 942	11,48
PUY-DE-DOME	63	6 511 975	2 283 040	4 228 935	136	604 266	10,78
SEINE-ET-MARNE	77	12 612 240	2 383 715	10 228 525	211	1 193 767	10,57
TARN-ET-GARONNE	82	2 145 732	548 795	1 596 937	69	206 034	10,41
HERAULT	34	9 112 419	1 133 303	7 979 116	140	896 441	10,17
SARTHE	72	5 230 945	489 149	4 741 796	149	529 851	9,87
AISNE	02	5 261 417	1 048 235	4 213 182	100	535 842	9,82
MOSELLE	57	9 904 296	2 886 167	7 018 129	99	1 023 447	9,68
VAL-D'OISE	95	10 310 275	2 072 779	8 237 496	155	1 105 464	9,33
HAUT-RHIN	68	6 416 978	985 181	5 431 797	145	708 025	9,06
SAONE-ET-LOIRE	71	4 932 353	786 861	4 145 492	161	544 893	9,05
YVELINES	78	12 149 132	2 271 312	9 877 820	141	1 354 304	8,97
ESSONNE	91	9 118 708	1 249 743	7 868 965	123	1 134 238	8,04
BAS-RHIN	67	8 127 642	2 450 879	5 676 763	161	1 026 120	7,92
HAUTS-DE-SEINE	92	11 115 729	3 396 378	7 719 351	88	1 428 881	7,78
ALPES-MARITIMES	06	7 727 244	3 105 297	4 621 947	86	1 011 326	7,64
LOIRE-ATLANTIQUE	44	8 640 698	1 768 734	6 871 964	133	1 134 266	7,62
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
VAL-DE-MARNE	94	8 088 155	1 366 865	6 721 290	71	1 227 250	6,59
BOUCHES-DU-RHONE	13	11 680 817	5 132 725	6 548 092	120	1 835 719	6,36
SEINE-SAINT-DENIS	93	8 058 032	1 241 841	6 816 191	97	1 382 861	5,83
NORD	59	14 219 197	5 765 051	8 454 146	237	2 555 020	5,57
OISE	60	4 254 951	996 276	3 258 675	114	766 441	5,55

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2011**

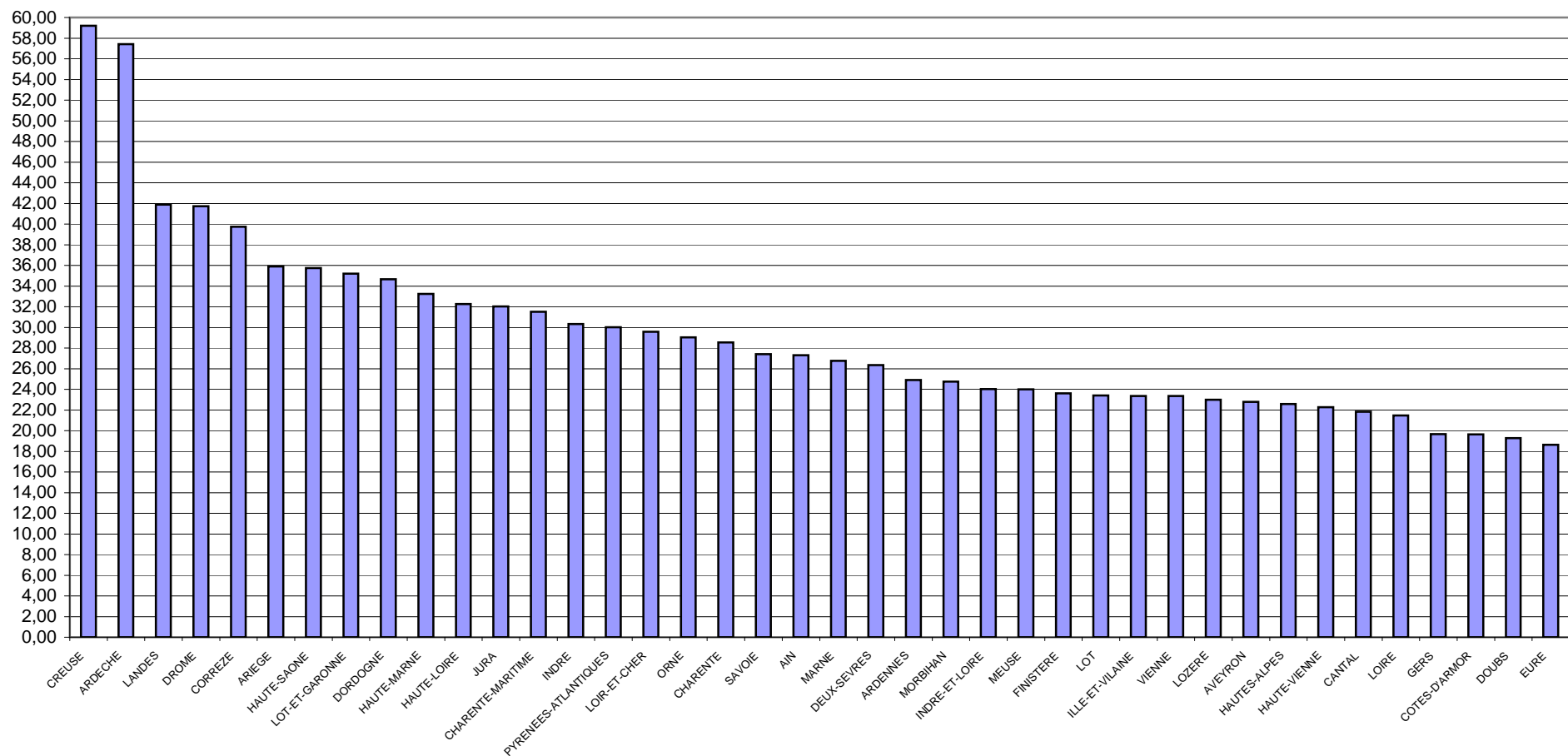
(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
HAUTE-GARONNE	31	4 244 572	1 516 478	2 728 094	96	1 046 338	4,06
REUNION	974	2 600 371	888 521	1 711 850	19	706 300	3,68
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
SOMME	80	1 913 715	473 402	1 440 313	56	555 551	3,44
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
PARIS	75	1 105 415	450 693	654 722	21	2 125 246	0,52
TOTAL		850 302 003	216 223 994	634 078 009	14 882		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

**Subventions FISAC
par département de 1992 à 2011
(montant par habitant)**

en €



Subvention FISAC par département de 1992 à 2011 (montant par habitant)

en €

